

DOSSIER AVORTEMENT



Tribune

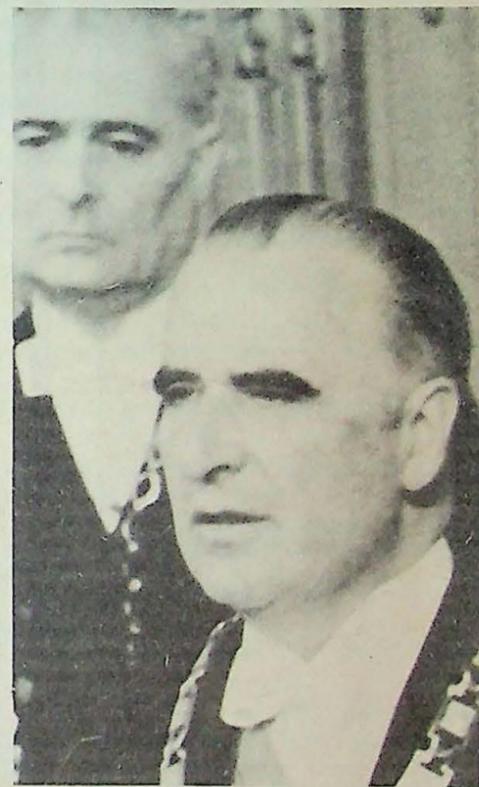
socialiste

unité populaire

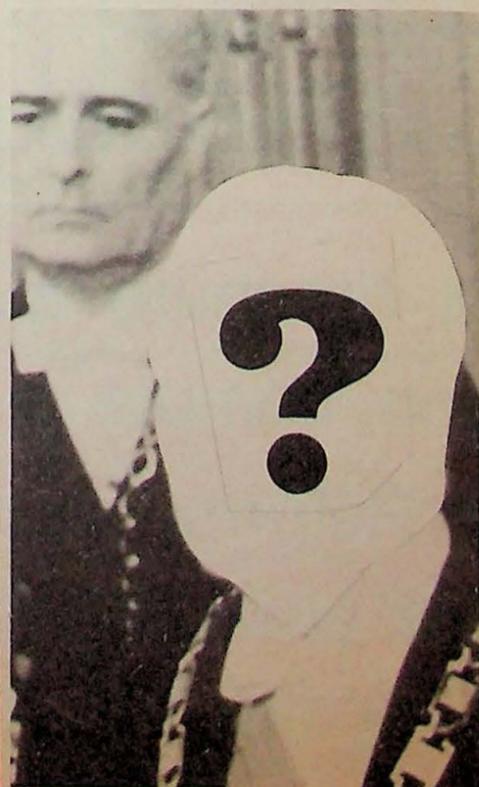
GEORGES POMPIDOU EST MORT. Nous l'avons combattu tout au long de sa vie politique. Cela nous donne le droit de dire que son courage personnel en cette fin appelle estime. Ce courage contraste singulièrement avec l'attitude d'un gouvernement qui a tout fait pour cacher la vérité au pays. Hier encore, les responsables de la majorité plaisaient sur la fausse maladie du Président, espérant ainsi assurer leur maintien au pouvoir. Ce mépris pour le peuple aura sa juste sanction. Il appartient à toutes les parties prenantes d'une véritable unité populaire de se déterminer rapidement. Le PSU pour sa part, ne manquera pas de s'y employer.

PARIS, le 2 avril 1974 - 23 H 30

Communiqué du Bureau
National du P.S.U



QUI ?



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, 32, rue
Le Peletier - 75009 PARIS. Tél. :
770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.

IMPRIMERIE D'HEBDO T.C.

POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

CALENDRIER POLITIQUE

● 6/7 avril à Tarbes : assemblée générale de la fédération « Midi Pyrénées »

● jusqu'au 10 avril au Centre France-Amérique Latine, 34 rue Henri Barbusse - Paris 5e (M^o Port Royal) : cinq artisans chiliens, exposition d'objet d'art.

MEETINGS

● 12 avril - St-Quentin, avec Irène Charamande.

● 12 - Annecy, avec Bernard Jau-mont.

● 16 - Montpellier, avec Robert Chapuis.

● 17 - Béziers, avec Robert Cha-puis.

● 18 - Marly-le-Roi (mairie salle de l'Horloge), avec Michel Rocard.

● 19 - Montbéliard, avec Michel Rocard

● 19 - Trappes, avec François Sou-lage

● 20 - Epinal, journée d'étude avec A. Lafrache et B. Volokine.

● petite annonce. Organisa-tion de voyages rech. pour Paris responsable commercial (H ou F) chargé plus particulièrement de la promotion et du dévelop-pement, de la conception et de l'élaboration des produits.

Expérience prof. dans le tou-risme souhaité.

Ecrire à Information 2 000 - 32 rue Le Peletier 75009 Paris (tél. 770.40.18).

CHRONIQUE

nous sommes prêts, Si...



par
**Michel
Rocard**

Les grandes manœuvres sont de toute évi-dence commencées. Et c'est un bien désolant spectacle.

Il est fort probable que le président de la République est malade. Mais le seul respect qu'on lui doive, en sa qualité de chef de l'Etat est précisément le respect de sa vie et de ses malheurs privés, devant lesquels il est d'ailleurs courageux. Cela n'enlève rien au droit à la critique publique qu'appelle sa politique. Et changer de politique, dans l'état actuel des choses, implique de changer de régime. La coalition majoritaire le sait bien, où s'expriment les politiques les plus contradictoires sur l'atlantisme, sur l'Europe ou sur la politique des revenus, mais où l'on accepte finalement sans trop de grogne les orientations présidentielles et gouvernemen-tales au nom de la survie du régime.

Ces conditions caractérisent très précisément la ba-taille qui s'engage. Pour les différents clans majoritaires, il n'est guère question de s'engager nettement sur des choix clairs ou sur des orientations précises, encore moins sur un véritable programme : il faut au contraire laisser assez de flou pour ne gêner ni le futur président ni les inévitables réconciliations. Plutôt que de s'occu-per des affaires sérieuses, de proposer un avenir pour la France, l'essentiel est pour chacun d'eux de rester dis-crèts sur le fond pour rester maîtres de la tactique. Giscard y est aidé par la solidarité gouvernementale, qui est un solide prétexte au silence. Lecanuet et Servan-Schreiber meublent l'actualité avec un ballet tactique où leurs grandes capacités théâtrales peuvent s'em-ployer à fond. Et Chaban se tait, progressant grâce à un silence qui arrange beaucoup de monde et ne gêne per-sonne.

Mais ils ne peuvent s'en tenir là. Du jour où une décision présidentielle débloquerait la situation, cha-cun d'eux, comme des éventuels *outsiders* a besoin d'être le premier averti et le premier en piste. Ainsi s'explique ce vol de vautours dans le ciel du Palais présidentiel, cette multiplication des rumeurs, cette po-litique des confidences calculées et des ballons d'es-sais : va-t-on créer une vice-présidence de la Républi-que, faire un référendum sur la limitation du mandat à cinq ans, envoyer au président une délégation de barons du régime pour lui demander de céder la place ? Et puis, n'est-ce pas, aussi longtemps qu'on parle de tout cela, on n'engage pas les affaires sérieuses, comme celle de savoir qui doit faire les frais de la lutte anti-inflationniste ou celle de savoir si, devant l'offensive américaine actuelle, le plus important n'est pas de se préparer à une résistance économique, financière et diplomatique longue et dure.

Les forces socialistes ont plus de réserve en cette affaire. Elles ont raison : la dignité sied aux volontés politiques fortes. Et surtout l'enjeu politique que repré-

sente l'arrivée « aux affaires » d'une coalition de gau-che en France est d'une importance telle qu'on ne peut l'espérer d'une manœuvre à l'esbrouffe ou d'une vic-toire courte et accidentelle. Il y faut une mobilisation active et continue de l'opinion. Il y faut donc une cam-pagne claire où l'on débattre avec sérieux et sérénité de l'avenir du pays : quel développement économique, au service de qui, quelles alliances, quelle politique d'éducation, d'information, de santé et d'urbanisme ?

Pour que la tactique n'obscurcisse pas le débat de fond, elle doit être claire et connue. A nos yeux l'idée d'une candidature unique de l'ensemble des forces so-cialistes a une puissance d'attraction suffisante pour mériter la plus grande attention. Bien que divers ex-perts jugent que la gauche affaiblirait ainsi sa capacité à drainer des voix de coloration différentes au premier tour et à mobiliser mieux au second par sa puissance de rassemblement, on ne saurait rejeter cette idée à la-quelle les travailleurs sont attachés. Ses incidences tac-tiques peuvent d'ailleurs varier beaucoup en fonction du contexte, et même peut-être jouer en sens inverse.

L'essentiel, une fois de plus, est le fond et non la forme. Une candidature unique de la gauche doit, pour avoir une chance sérieuse de victoire, remplir deux conditions : elle doit rassembler la totalité des forces socialistes, et pas seulement celles qui se reconnaissent dans le Programme commun. Elle doit être avancée sur un programme ou une plateforme adaptés tout à la fois aux revendications populaires et à la situation économi-que concrète (compte tenu notamment des incidences du renchérissement de l'énergie). Sinon le résultat est connu, c'est celui de mars 1973.

C'est dire qu'une candidature unique ne peut être seulement une candidature du Programme commun. Pour n'être pas dominantes dans la coalition, les forces autogestionnaires ont remporté assez de succès sur le front social ces derniers mois pour que personne ne puisse plus négliger leur apport dans la bataille politique. Leur voix doit être entendue et prise en compte, c'est une des conditions de la victoire. Notre responsabilité politique sera de faire entendre cette voix dans des conditions qui non seulement permettent le maintien de l'unité des forces socialistes, mais son approfondissement et son élargissement.

Ce sera la responsabilité politique de nos partenaires de déterminer ce qu'ils appellent politique d'unité. Si, à travers ce beau terme, c'est la soumission et le silence que l'on attend du courant autogestionnaire, mieux vaudrait n'y pas compter. Ce courant s'exprimera de toutes façons. Si c'est une capacité à confronter les divergences, passer les compromis nécessaires, déter-miner ensemble les objectifs les plus mobilisateurs et la stratégie la plus efficace pour vaincre l'adversaire commun alors, nous sommes prêts.

(31 mars 1974)

la brochure qui règle
son compte à la
« Réforme Fontanet »
est en vente (3 F)
à la librairie Syros

en souscription
L'HISTOIRE DU PSU
depuis sa création
par Edouard DEPREUX

22 F franco
Ed. SYROS, 9, rue Borromée 75015
PARIS-CCP 19 706 28 Paris

d'une manœuvre l'autre

La crise. Depuis maintenant près de six mois, la majorité son gouvernement, son président, ses ministres, à défaut d'agir, ont beaucoup parlé. Après avoir affirmé avec quelque hauteur que la crise mondiale pourrait être affrontée dans de bonnes conditions par le pays et donné des leçons à d'autres, puis avoir brutalement orchestré l'inquiétude des Français sur l'avenir, voilà que tous, ensemble, ils nous sussent à présent que les temps vont être difficiles, toute cette année, mais qu'un réveil peut-être glorieux pour l'économie française s'annonce pour le début 1975.

pari perdu

Donc, en 1974, faisons contre mauvaise fortune bon cœur, résignons-nous à « la rigueur des temps ». Mais dès janvier 1975 ? C'est juré, c'est promis, tout va repartir ! Il serait facile d'ironiser sur de tels procédés de manège de l'opinion, à qui l'on veut faire accroître actuellement que la crise a des causes totalement extérieures à la politique gouvernementale — donc exonérons le gouvernement de toute responsabilité — que tous et toutes seront également touchés — donc acceptons les sacrifices d'un cœur léger — et que les mesures prises rétabliront la prospérité POUR 1975. Saluons donc la perspicacité et l'efficacité de nos dirigeants. Il y a dans cet appel au civisme, de la part d'un gouvernement en faillite, plus que de l'audace : de l'outrecuidance.

On comprend la manœuvre politique, à vrai dire cousue de fil blanc, qui sous-tend cette campagne d'intoxication : compte-tenu de la santé de plus en plus préoccupante d'un président dont on se dispute quasi ouvertement et par avance les dépouilles, les perspectives électorales prennent le pas sur d'autres. Il en résulte l'échec de l'opération Messmer III, qui fait long feu parce que le gouvernement prend de plus en plus l'allure d'un gouvernement de transition. Et à cette lumière, le chassé croisé Marcellin-Chirac est significatif et pourrait bien être la clef du remaniement... Dès lors, il est de bonne guerre qu'une majorité apparemment incapable d'influer sur l'événement pratique la fuite en avant dans le prophétisme optimiste de la « reprise » pour 1975...

L'ennui, c'est qu'il faut être sérieux. Et qu'on nous ment. Grossièrement même.

Le gouvernement sait parfaitement — ses experts et le CNPF le lui ont dit, chiffres et rapports à l'appui — que la poursuite de l'inflation à un taux voisin de 12 à 15 % dans lequel le pétrole n'a qu'une faible part (pour février + 0,4 % sur 1,3 %), est désormais une donnée structurelle de l'économie capitaliste française. Cela, compte tenu de la nécessité où elle est de maintenir ses profits et les structures qu'elle s'est données et qui en accélèrent les effets (exemple : la distribution). A moins d'un ralentissement brutal de l'évolution des revenus et du retour à une surexploitation du travail de plus en plus fréquemment et violemment rejetée par les travailleurs. La tentation lui est bien venue, mais c'est pour lui engager une bataille pleine de risques...

Le gouvernement sait tout aussi bien que le pari de relancer l'économie par l'exportation en 1974 est déjà perdu : nos partenaires commerciaux ne sont pas dans une meilleure situation que la nôtre et nos exportations, qui se situent pour la plupart dans la gamme des biens de consommation (exemple : automobiles) piétinent du fait de la crise énergétique et de ses conséquences, et malgré la dévaluation de fait du franc. Et c'est au nom de cet échec que l'on pourra bientôt — que l'on peut déjà — mesurer (exportations automobiles : -10 %, en février 74...) que le pouvoir veut instaurer la police des salaires, pour peser sur la détermination des travailleurs !

intolérable

Il y a encore plus grave. Le pouvoir sait enfin, et avec toute la précision souhaitable, que les perspectives d'emploi sont très mauvaises, voire dramatiques. A moins d'un « hypothétique » (c'est le mot du Commissariat au Plan) retournement de la conjoncture, l'année 1974 verra le palier des 700 000 chômeurs atteint. Si l'environnement extérieur de l'économie française se dégradait encore un peu plus ou ne se redressait pas, il faudrait attendre plus d'un million de chômeurs dès 1975 ! Situation, aux dires mêmes des experts, « intolérable... ». Et il faut savoir qu'à partir de 1975, la crise sera beaucoup plus dure, qu'elle s'amplifiera.

L'année 1974 pourra, en attendant, entretenir l'illusion. Si ce n'est que déjà et partout, l'embauche est arrêtée. Si ce n'est que l'automobile qui tournait à 45 heures et plus, tourne à 40 heures par semaine. Si ce n'est qu'un déficit budgétaire record est attendu (qui le paiera ?) : 15 milliards de francs, si l'on continue. Si ce

n'est que la crise sectorielle, touchant la marine marchande, l'aéronautique, le textile, la bonneterie, et bien sûr l'automobile, va se développer à partir des semaines qui viennent. Si ce n'est qu'on renvoie, silencieusement, en secret, des centaines d'immigrés. Si ce n'est qu'en septembre prochain, les jeunes arrivant sur le marché du travail se retrouveront sur le pavé... Et que toutes les mesures gouvernementales frappent actuellement de plein fouet les salariés et eux seuls ! 1975 sera pire, car la France a, comme disent les experts du plan, le monopole d'un « désordre économique sectoriel résultant des différences beaucoup plus marquées entre branches et régions que cela n'a jamais été le cas depuis la guerre ». En clair : les inégalités s'y sont tellement développées qu'elles sont devenues irréversibles, structurelles. Comme l'inflation.

mobilisation générale

Avant la faillite, il ne reste au président et à sa majorité que l'occasion d'une nouvelle manœuvre, plus grossière encore que subtile. En deux mots, la voici : le président est malade. On fera les élections présidentielles fin 1974 (peut-être avant) ou début 1975, après avoir abaissé fortement la TVA pour limiter l'inflation en 1974 (comme avant les législatives de 1973) et lancé un « plan social » en faveur des « défavorisés » et, en particulier, de ceux qui votent bien. En repoussant le déficit budgétaire, on masquera les chiffres de chômage en faisant par exemple « de la formation professionnelle ». Et l'on gagnera les élections, bien préparées par Chirac et ses préfets.

Après ? Après ce sera la « vraie » crise et le tour de vis. Les Français « en auront repris » pour sept ans. On sera alors tranquilles. A moins ? A moins que le possible se réalise d'ici là. Que la gauche, toute la gauche, prenne véritablement son destin en mains. Ce qui n'est déjà plus du domaine de l'improbable, car l'évolution de la société française atteint ses limites supportables et la restructuration actuellement menée sous l'égide des grands groupes financiers sera bientôt irréversible. C'est eux-mêmes qui le disent, et ils savent de quoi ils parlent, même s'ils ne nous en parlent pas... Alors, au « cabinet de guerre » de Pompidou, opposons notre offensive : mobilisation générale !

(31 mars 1974)

Daniel LENEGRE

ARVEL

au service des Familles et des Jeunes

- **YUGOSLAVIE**
2 sem. bord de mer - Séjour seul 500 F
- en avion 795 F
- **TUNISIE**
Circuit de 2 semaines 1 275 F
- **TURQUIE DE L'EST**
Circuit de 3 semaines 1 695 F
- **ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE ?**
Festival de Tabarka (TUNISIE)
2 semaines au départ de Marseille, Lyon ou Paris
(860 - 910 - 960 F)

ARVEL, 121, Boulevard des Brotteaux
69006 Lyon - Tél. (78) 52.56.48

CRITIQUE SOCIALISTE

LE N° 17 est paru

Au sommaire

— REFLEXIONS SUR LE CHILI

- l'expérience chilienne et l'avenir du socialisme en France - Robert Chapuis
- quelques leçons pour le mouvement ouvrier français - Bossarodt et Verger
- Du Chili à l'Europe : la même lutte pour le socialisme - Bernard Jaumont
- Le pouvoir populaire - Bernard Ravenel
- les leçons économiques de « l'expérience chilienne » - Mathieu Rungis
- le contexte monétaire et financier - Jacques Gallus
- le problème de l'armée. Quelle réponse ? - Daniel Lenègre
- Comment une armée devient putschiste, cas de l'armée chilienne - Alain Joxe
- L'armée chilienne de 1969 à 1973 - documents

— LIP : ON FABRIQUE, ON VEND, ON SE PAIE - Yvon Bourdet
le n° 8 F - Editions Syros 9 rue Borromée 75015 Paris CCP Paris 19 706 28.

53% de Français PSU ?

Or, à un an, ou peut être à deux mois, d'une élection présidentielle capitale pour l'avenir de la France, un sondage de la SOFRES publié par le magazine « Elle » (1ère semaine de mars), souligne de surprenantes tendances au sein de l'opinion publique (sondage représentatif de la population, hommes et femmes, de plus de 21 ans).

pourtant, la droite

Ce sondage porte sur l'attitude des Français par rapport à la croissance. Si l'on cherche à cerner les différentes positions sur ce problème en se référant aux programmes des partis politiques, on obtient, *grosso modo*, le tableau suivant : les partisans de la poursuite de la croissance telle qu'elle est aujourd'hui représentent 55 % du total ; ce sont ceux qui votent pour la majorité et les réformateurs. Les partisans de la poursuite de la croissance actuelle modifiée dans le sens d'une distribution des richesses plus équitable représentent 25 % ; ce sont les électeurs du Parti communiste et une fraction de ceux du Parti socialiste. Enfin, ceux qui sont pour une redéfinition complète des objectifs de la croissance représentent 20 % ; ce sont les électeurs du PSU et une fraction de ceux du PS, bref, tous ceux qui sont sensibilisés au programme du courant autogestionnaire. Les chiffres que l'on vient d'indiquer ne constituent évidemment qu'une estimation grossière, à titre indicatif. Car peu importe ici la précision puisque les résultats du sondage indiqué n'ont rien à voir avec ces ordres de grandeur. Voici deux exemples :

● question A : « Si le gouvernement vous demandait votre avis pour l'aider à définir la future politique économique de la France, laquelle de ces deux directions vous paraîtrait la meilleure ? »

— réponses : « Faire tous les efforts possibles pour continuer d'augmenter la croissance économique et la consommation » : 30 %. « Accepter de freiner la croissance et la consommation et rechercher plutôt de nouvelles façons de vivre » : 53 %. Sans opinion : 17 %.

● question B : « Face à la crise actuelle, comment voyez vous l'avenir ? Pensez-vous plutôt... »

— réponses : « C'est une crise de croissance dont il ne faut pas exagérer l'importance » : 15 %. « C'est une crise sérieuse ; on trouvera des solutions si l'on sait éviter les erreurs passées » : 53 %. « C'est une crise irréversible et la fin de la croissance il faudra s'habituer à un autre mode de vie » : 22 %.

Sans opinion : 10 %

le romantisme

On reste stupéfait en lisant ces chiffres de ce que les défenseurs de notre société actuelle soient à ce point minoritaires : 30 % sur la question A, 15 % sur la question B. En deux brèves questions mieux qu'en de longs discours, on saisit l'extraordinaire décalage existant entre le jeu politique traditionnel et la pensée profonde des Français. Cette pensée apparaît ici comme favorable à des réformes radicales, ce qui montre bien que la droite ne gagne pas les élections par l'impact de son programme — rejeté dans ce sondage par une écrasante majorité — mais par un recours à des catégories psychologiques plus floues telles que l'ordre, la sécurité, l'autorité. On le savait déjà ? Certes, mais des certitudes chiffrées valent mieux que des impressions fugitives. Reste la question de savoir quelles leçons concrètes tirer d'une telle constatation.

Il faut se méfier des sondages. On l'a dit et répété, les réponses à une question varient beaucoup suivant la formulation de cette question et la conjoncture. Ces réserves ne retirent pas pour autant toute valeur aux sondages, surtout lorsque ceux-ci font apparaître des écarts considérables entre ce à quoi on pouvait logiquement s'attendre et la réponse effective à la question posée. C'est lorsque se produisent de telles anomalies apparentes que la technique du sondage apporte les enseignements les plus riches.

On savait à cet égard depuis longtemps la réponse d'un certain gauchisme : puisque le pays réel est étranger au pays légal, il ne faut pas tenir compte des affrontements électoraux totalement manipulés par la droite et joués d'avance ; seuls le « putsch démocratique » voire l'insurrection armée peuvent permettre aux tendances profondes de la volonté populaire d'échapper au guet-apens électoral. C'est par une logique de ce genre que l'ultra gauche quitte le piège électoral pour se précipiter dans le piège plus redoutable encore du coup de force armé.

Un certain romantisme issu des journées de mai 68, au cours desquelles pas un coup de feu ne fut tiré, a laissé croire que le pouvoir d'Etat était vacant dès lors que la bourgeoisie ne trouvait plus de riposte en dehors de la répression policière et militaire. Mais, il ne faut jamais l'oublier, celle-ci est toujours en réserve de la légalité bourgeoise et on ne se bat pas avec des cocktails Molotov contre des FM, des chars, et l'aviation. Dans ces conditions, l'affrontement par la violence ouverte est d'abord la voie du simplisme, ensuite celle de la défaite.

La voie de la victoire est plus difficile, plus longue à construire. Le sondage de la SOFRES nous confirme qu'elle ne passe pas par un renoncement aux points forts du programme autogestionnaire, mais au contraire par un approfondissement de ses thèmes. La porte étroite du pouvoir des travailleurs est là : donner, notamment par la rigueur économique, suffisamment de sérieux aux objectifs de transition au socialisme pour que celle-ci recueille d'abord la confiance d'une majorité du peuple, puis se déroule dans la sécurité et l'ordre public.

Cela signifie que la gauche au pouvoir est menacée, premièrement, par le désordre économique et financier du fait de l'hostilité des milieux capitalistes et du manque de coordination des diffé-

rentes mesures qu'elle prévoit notamment dans le Programme commun. 75 % des électeurs nous invitent à faire le maximum pour assurer la cohérence d'un nouveau mode de vie.

La gauche au pouvoir est menacée, en second lieu, par la rupture de l'unité nationale. Nous employons ici à dessein un vocabulaire dont usent les milieux militaires ; nous ne voulons donc pas dire que la gauche au pouvoir doit renoncer à la lutte des classes. Nous savons au contraire qu'elle doit élargir son assise populaire en faisant reculer l'emprise de la bourgeoisie capitaliste. Mais elle doit le faire, et là réside toute la difficulté que le Chili populaire n'a pu surmonter, sans que puisse se développer un climat d'éclatement de l'unité nationale tel que l'armée se jugerait fondée à intervenir pour la rétablir.

Que ce climat de guerre civile puisse être nourri par des erreurs de gestion économique ou par un sabotage de l'extrême droite n'a ici guère d'importance : il faut préserver l'ordre public, au sens policier du terme, contre toutes les menaces, d'où qu'elles viennent, afin d'éviter de donner à l'armée la tentation putschiste ou, plus sérieusement, de donner aux électeurs le désir de mettre fin à l'expérience socialiste lors de la première consultation électorale à venir.

l'ordre public

Ce travail d'approfondissement de nos propositions, notre parti en a pris la charge en décidant de s'atteler à un programme de transition au socialisme. La tâche est lourde. Mais quelle que soit l'étendue des problèmes qui seront abordés au cours de cette vaste confrontation d'idées et d'expériences, il y a là une indispensable épreuve de vérité. Elle doit nous contraindre à regarder en face la réalité économique française, à combler nos lacunes à donner à tous les militants — qui ont une responsa-



bilité particulière dans la réussite ou l'échec d'une politique socialiste — une formation meilleure, à proposer à tous les travailleurs des mesures à la fois ambitieuses et crédibles, révolutionnaires et réalistes.

une attente

Même si des échéances électorales présidentielles se présentent avant que ce travail ait été mené à son terme, il aura été utile en mettant notre parti devant les questions qu'une gestion socialiste ne manquera pas de poser. Cela ne signifie pas que ces élections soient gagnées d'avance !

Mais la décomposition du régime et son incapacité à innover sont telles qu'il y aura sans doute à cette occasion une chance d'amorcer un processus de changement profond. Nous avons montré qu'en réponse à des questions de caractère général, les Français se déclarent prêts à un tel changement. Ajoutons en guise de conclusion qu'ils y sont favorables aussi sur des points précis. Qu'on en juge :

● Question C : « Imaginons que, pour faire des économies d'électricité, le gouvernement décide qu'il y aura chaque semaine une soirée sans télévision. Diriez-vous plutôt... »

— Réponses : « La vie n'est déjà pas très drôle et on nous supprime une de nos rares distractions » : 12 %. « Tant mieux, ce sera un soir pour se retrouver en famille et parler un peu avec ceux qu'on aime » : 78 %. Sans opinion : 10 %.

Des chiffres aussi étonnants montrent à quel point tout est possible, à quel point les Français aspirent à plus de responsabilité et de liberté. Au mouvement socialiste de répondre avec sérieux à cette attente, malgré le passage obligé du jeu politique institutionnel.

Jacques GALLUS ■

P.S.U. DOCUMENTATION

Vient de paraître :

N° 56-57 : Sionisme et Libération Palestinienne 2,00
N° 58-59-60 : NON, l'Ecole n'est pas neutre 3,00

Numéros disponibles :

N° 22-23 : Sur le mouvement politique de masse 2,00
N° 24-25 : La police dans la lutte des classes 2,00
N° 26 : ROSA LUXEMBOURG 1,00
N° 27-28 : La crise du système monétaire capitaliste 2,00
N° 29-30 : Nationalisation et révolution 2,00
N° 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université 3,00
N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile 1,50
N° 46-47-48 : LE P.S.U. - Dossier d'Accueil 3,00
N° 51 : Le recrutement 1,00
N° 52-53-54 : Quand les patrons vont à l'école 3,00
N° 55 : L'exploitation capitaliste 1,00

Abonnement : 20 numéros : F 20,00

A adresser à : SYROS 9, rue Borromée, 75015 Paris C.C.P. 19.706.28 Paris

Guy Nania

Docteur ès Sciences
Politiques

LE P.S.U. AVANT ROGARD

Présentation de
Jean Pope en

Membre du bureau exécutif
du Parti Socialiste
Député du Rhône

Offre spéciale aux lecteurs de T.S.
26,65 F franco (au lieu de 37 F)

aux
EDITIONS ROBLOT

8 bis, rue de Châteaudun
75009 PARIS

C.C.P. La Source 31-888-50

les nouveaux esclaves

Depuis le 31 octobre dernier, il existe deux catégories d'hommes en France. Une, celle des « nationaux », qui dispose des droits arrachés à la bourgeoisie : droits syndicaux, droits politiques. La seconde, celle des immigrés, qui n'ont que le droit de se syndiquer, éventuellement d'être délégués dans l'entreprise. Mais qui n'ont plus la liberté de circuler, ni celle du travail.

La circulaire des ex-ministres du travail (J. Fontanet) et de l'Intérieur (R. Marcellin), qui remonte maintenant à deux ans, a privé en effet les immigrés de leur qualité de citoyen libre sur le territoire français. Pour venir en France, un travailleur étranger doit avoir en poche un contrat de travail d'une année ainsi qu'une attestation prouvant qu'un logement l'attend près de son lieu de travail.

Ces deux conditions sont maintenant nécessaires à l'attribution de la carte de séjour. Le contrat terminé, l'immigré n'a que trois mois pour chercher un nouvel emploi, sans l'aide de l'Agence nationale pour l'emploi, sans indemnité de chômage. S'il a la chance de trouver une nouvelle activité, il devra encore attendre l'autorisation de la Préfecture de police avant d'espérer entrer dans un métier nouveau et s'installer dans un département géographique différent.

C'est en fait l'application pure et simple du contrôle de l'immigration, ce contrôle pour lequel croyaient se battre les racistes en tous genres. Le gouvernement, suivant les désirs du patronat, leur avait donné raison sans qu'ils s'en aperçoivent. Ou alors il leur aurait fallu trouver un motif pour « expliquer » le meurtre d'Algériens depuis le mois d'août 1973...

Les mesures que G. Gorse, le nouveau ministre du travail, a prises

pour atténuer les effets immédiats de la circulaire (expulsion de tous ceux qui n'étaient pas en règle) ne sont intervenues que sous la pression de luttes limitées — grèves de la faim — mais efficaces parce que bien popularisées par les militants révolutionnaires. Elles n'ont pas remis en cause le côté « néo-esclavagiste » de cette politique : en toute liberté, en toute impunité, des grosses entreprises passent commande de contingents de travailleurs à l'Office national de l'immigration (O.N.I.) qui sert d'agent recruteur, aux conditions qui sont les leurs, assurées de n'avoir pas à redouter une quelconque résistance de ces « esclaves modernes », prisonniers de leur contrat de travail et de logement.

Les moyennes et les petites entreprises continuent, elles, comme par le passé, à trafiquer sur l'embauche : contrats sans valeur, fausses déclarations, faux bulletins de paye, fausses fiches de Sécurité sociale, fausse description des conditions d'hébergement. Pour satisfaire cette clientèle, le gouvernement module sa chasse aux immigrés « clandestins ». Les expulsions sont sélectives : ceux qui protestent contre leurs conditions de travail et d'hébergement, contre les crimes et les brimades racistes ; ceux qui veulent faire l'unité avec les travailleurs français en lutte contre le capitalisme, sont les premiers « sélectionnés ». A ceux qui ne disent

rien ? Un avertissement suffira : « Restez tranquille, sinon... ».

Ces travailleurs immigrés en surcis, combien sont-ils ? Plusieurs centaines de milliers sans doute, qui font les beaux jours et les grandes richesses des petits patrons, des entreprises intérimaires, et de secteurs plus ou moins saisonniers comme le bâtiment. La différence avec le passé ? Une peur grandissante qui se substitue au peu de liberté antérieure...

Une peur que la campagne anti-arabe pour les maghrébins, que les mesures partielles ou totales de chômage pour l'ensemble des immigrés (dans l'automobile ou le textile) alimentent un peu plus chaque jour...

La hausse du coût de la vie touche en premier lieu les bas salaires, ceux des immigrés entre autres. Les actions dans les entreprises pour des augmentations uniformes, (« A travail égal, salaire égal ») qui ont permis aux travailleurs immigrés de s'exprimer collectivement sur les mêmes bases de lutte des classes que le prolétariat français, vont permettre de relancer la lutte contre la circulaire ségrégationniste, pour un statut syndical et politique identique à celui des salariés français.

La coordination nationale des comités français immigrés qui se réunit à Lyon les 6 et 7 avril prochain devra s'interroger sur les conséquences immédiates du contrôle patronal de l'immigration, sur les actions à mener et les moyens de les unifier pour lutter contre les conséquences de l'application de la circulaire ségrégationniste.

Michel CAMOUIS ■



● TRENTE SEPT TRAVAILLEURS PAKISTANAIS, TUNISIENS, MAROCAINS ET MAURICIENS font la grève de la faim à Paris depuis le 25 mars dernier. Privés de leurs droits, obligés de travailler au noir depuis l'entrée en vigueur de la circulaire Fontanet, ils sont aujourd'hui menacés d'expulsion. Les Pakistanais, venus en France après la guerre et les grandes inondations sur la foi d'annonces mensongères parues dans la presse de leur pays, diffusent à la criée « France-Soir » et « Le Monde ». Ils n'ont ni permis de colportage, ni permis de travail et de séjour ; avec les 50 journaux qui leur sont confiés chaque jour, ils ne peuvent gagner que 10 francs. Or ils doivent payer à l'hôtel 8 F par jour et par corps ; ils leur reste tout juste assez pour se nourrir d'une tasse de thé et d'un tiers de baguette à chaque repas.

Les grévistes de la faim tunisiens et marocains sont en grève depuis le 1er mars : employés à la SANEMA (entreprise de nettoyage) ces travailleurs assuraient l'entretien du salon des Arts ménagers, sans papiers, sans droits, avec 5,43 F de l'heure la nuit. Les Mauriciennes sont — comme plusieurs centaines de leurs compatriotes introduites en France par

de riches familles — employées de maison ; leurs maris, quand ils ont pu les rejoindre, se voient refuser systématiquement les contrats de travail remplis par leurs employeurs.

Pour information et soutien, contacter le Comité de Défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés, 9 rue Dulong - Paris 17ème (le soir). Il faut faire vite : ils sont résolus, et « prêts à mourir pour vivre ».

● APRES LA MORT DE SIX DES LEURS dans un baraquement sur le chantier d'un parking souterrain (un mur s'est écroulé), 300 travailleurs portugais d'Avignon se sont mis en grève, avec notamment le soutien de la CFDT.

● A GAILLON, on se bat autour de la construction d'un foyer pour les travailleurs immigrés, décidée par la municipalité de tendance PS-GAM. Une « Association de défense des sites de Gaillon » exige que le foyer soit construit à la périphérie de la ville, et a saboté durant la nuit du matériel sur le chantier et séquestré durant deux heures le maire. Une manifestation anti-raciste rassemblant 350 personnes a été organisée pour dénoncer ces actions racistes. ■

pour le plein-emploi

Combien seront-ils à être au chômage en septembre 1974 ? 700 000, 800 000, 1 000 000 ? Nul n'est en état de le dire exactement. On sait seulement qu'aujourd'hui ils sont 600 000 (450 000 officiellement). A la suite des travaux de la Direction Politique nationale du parti, dont nous continuons à présenter les propositions d'action, Alain Rannou examine ici le problème de l'emploi. Y aura-t-il ou non crise, de quelle nature, avec quelles conséquences ?

Tous les économistes sont d'accord. Il y a une crise importante de l'emploi en perspective. Les travailleurs commencent déjà à la subir directement. Mais il ne s'agit pas d'un phénomène généralisé touchant tous les secteurs de la production. Elle est sélective en fonction de la restructuration de l'évolution même du capitalisme.

Un certain nombre de petites et moyennes entreprises vont être durement touchées parce qu'elles n'ont pas su, ou pas pu s'adapter à l'évolution du système. Certaines vont fermer, d'autres connaître une forte récession qui se traduira en compression de personnel.

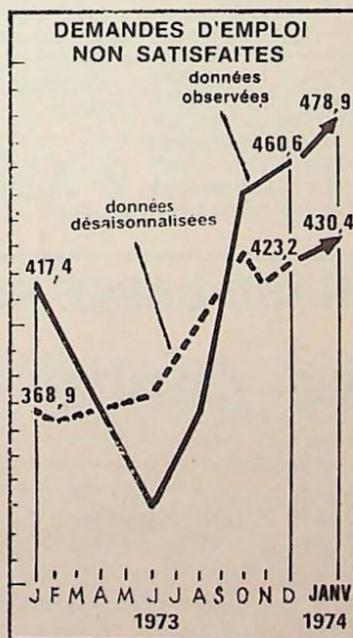
la sacro-sainte loi

On pourrait alors dire : « Voyez, les PME subissent les assauts des grandes firmes capitalistes. Il y a une alliance objective entre les intérêts des travailleurs et les propriétaires de ces PME dans un grand front anti monopoliste ». C'est par exemple la position du PCF. Il y a, c'est vrai, toujours une certaine convergence d'intérêts entre le propriétaire d'une entreprise et les travailleurs. L'un et l'autre souhaitent que l'entreprise produise : les uns pour accumuler le profit, les autres pour défendre leur emploi. C'est valable pour les PME, comme pour les grandes entreprises.

Cette convergence s'arrête là où commencent les contradictions de l'exploitation capitaliste, c'est-à-dire immédiatement. Lorsqu'une grande firme est absorbée, par une autre grande firme, nous ne défendons pas le propriétaire de la première contre celui de la seconde. Ils se situent tous les deux du même côté du front de classe. Nous de l'autre ; et nous nous battons pour préserver l'emploi des travailleurs. Il en est de même pour les PME. Elles sont partie intégrante de l'exploitation capitaliste et nous les combattons comme telles, même si elles subissent un certain nombre de méfaits du système qu'elles ont contribué à créer et dont elles sont l'une des bases les plus assurées.

Notre lutte, c'est la défense de l'emploi. Nous savons que, même dans une société socialiste, l'emploi d'un travailleur ne peut être garanti toute sa vie dans une même entreprise. Ce qu'il faut garantir, c'est l'emploi, c'est la qualification, c'est le salaire et si la situation familiale du travailleur l'exige, c'est la région. Donc, pas de licenciement sans reclassement équivalent dans une zone géographique déterminée.

Une autre situation est celle de grandes entreprises des secteurs automobile, chimique, textile ou aéronautique qui, pour des raisons diverses (difficultés d'approvisionnement, baisse relative de la demande, mauvais choix d'orientation dans la production, hausse des tarifs de matières premières) vont vouloir, faire payer aux travail-



leurs les frais de l'évolution du système pour préserver leur profit. Elles vont essayer — et pour certaines, comme Citroën, c'est déjà fait — d'imposer le régime du chômage partiel. C'est inacceptable. Le combat des travailleurs doit se situer contre le chômage partiel sans maintien du salaire.

La Direction Politique Nationale du PSU propose des aménagements du temps de travail qui sont possibles (même si le patronat s'y oppose) pour faire rejeter sa sacro-sainte loi de la rentabilité maximum. Cela, bien sûr, ne se fera que si il y a un développement des luttes de contrôle sur les cadences, les horaires, les conditions de travail. Et se battre sur le terrain de l'emploi, du temps de travail, c'est bien sûr prendre le problème dans son ensemble : il n'est pas possible de prendre le temps de travail comme simple temps mis à produire.

Des régions entières vont être touchées par le problème, comme par exemple celle du Midi-Pyrénées (groupant à la fois des industries chimiques et aéronautiques). Le combat, là, prendra une autre dimension. Nous l'avons dit dans le TS de la semaine dernière. C'est par une action conjuguée des forces populaires que l'on pourra faire reculer le régime.

Alors, c'est vrai, il n'y a pas une dégradation généralisée de l'emploi correspondant à une crise du capitalisme. Il y a restructuration du système qui entraîne pour certains secteurs, pour certaines régions, des situations graves pour l'emploi des travailleurs. Si, dans l'immédiat, ces derniers sont surtout touchés par la hausse vertigineuse des prix, il faudra une mobilisation de tous les travailleurs — même de ceux qui ne sont pas touchés directement — pour faire reculer la bourgeoisie sur le terrain du droit à l'emploi. Si le capitalisme a besoin de la hausse actuelle des prix pour passer un cap délicat, il a tout autant besoin de s'attaquer à l'emploi en « modulant » suivant les circonstances et les lieux. Nous battons sur l'un et l'autre terrains est une nécessité politique dans la période.

Faire des propositions pour le développement de l'action en prenant appui sur le texte voté par la DPN, en l'adaptant aux réalités locales, se battre plus que jamais pour la démocratie ouvrière et syndicale, expliquer (malgré la disproportion des moyens d'information) les réalités que le pouvoir cherche à cacher : ce sont des tâches sérieuses à mettre à l'ordre du jour. Le pouvoir et le patronat développent, pour accroître encore l'exploitation, une offensive de grande envergure. Nous sommes partie prenante du combat de tous ceux qui s'y opposent. C'est notre responsabilité et nous n'avons pas l'habitude de nous y dérober.

Alain RANNOU ■

● BANQUES : agir ou subir

Parmi les mots d'ordre qui s'étaient sur les banderoles lors de la rencontre-manifestation nationale du jeudi 28 à Paris, celui-ci : « Agir ou subir... ». Pour les employés de la banque, formés dans les cours du soir à l'obéissance, c'est tout un programme, celui qui mène à la prise de conscience politique.

Trois à huit semaines de grève active, c'est-à-dire avec la participation quotidienne des grévistes (pas toujours les mêmes, certes) ont modifié de fond en comble l'état d'esprit et les réflexes conditionnés. Ainsi, il n'était pas étonnant que derrière la banderole de fin de cortège CFDT-Banque région parisienne fût scandé par des milliers de voix un « Banque nationale - banque du capital ».

Les 40 000 manifestants de ce jeudi pluvieux n'en sont pas à ce niveau de réflexion politique. Et le projet de socialisme restera encore longtemps minoritaire chez les employés. L'essentiel est dans le nombre grandissant de ceux qui s'en réclament, percevant dans la pratique des assemblées générales, des occupations permanentes ou temporaires de locaux, d'agences,

« un monde différent ». Ceux-là découvrent par la parole, par la discussion collective sur tout ce qui touche leur vie d'être humain, des exigences qu'il ne sera plus possible aux patrons, avec leur système de hiérarchie répressive, d'effacer.

Une quinzaine de comités de grève — ou d'action —, quelques drapeaux bretons ou occitans, mêlés aux regroupements syndicaux et intersyndicaux, ont mis en évidence ce fait remarqué dans les luttes ouvrières : le besoin de rechercher des formes de regroupement nouvelles qui n'excluent pas pour autant, bien au contraire, la structure syndicale lorsque celle-ci est « dans le coup ».

De tout cela, les patrons bancaires ont plus conscience que ne le laisse paraître la rigidité de leur organisation patronale

(l'A.P.B.). Leur inquiétude, pour ne pas dire leur panique, a été « mise en valeur » par l'attitude d'un grand nombre de patrons de banques privées qui ont lâché du lest, bien que celles-ci soient membres de l'A.P.B.

D'ailleurs, il y avait eu un précédent, celui de la Banque de France où deux jours d'occupation avaient amené le directeur à lâcher la fameuse prime de 400 F, l'une des revendications qui, avec les 20 points pour tous (transformés en 50 points), ont été à la base du développement de la grève générale de 24 heures reconductible. Cela se passait, il y a quatre semaines !

« Durcir la grève », préconisait la CFDT-banques de Paris à la fin de la semaine dernière, alors que la négociation reprenait au siège de l'organisation patronale. De fait, les occupations tournantes d'agences, de halls, appuyées à Paris sur quelques « bastions » comme René-Boulanger pour le Crédit Lyonnais, centre Rapée pour la BNP, Victoire pour le CIC, etc. ainsi qu'en province, les piquets de grève massifs et décidés pour bloquer les guichets : autant d'initiatives autonomes qui ont continué de « faire mal » au patronat bancaire et à l'Etat-patron.

M.C ■

● BASSIN LORRAIN les mineurs n'ont pas tout perdu

Depuis trois mois, dans les Houillères du Bassin Lorrain (HBL), d'importantes luttes sont engagées sur la question des classifications. Face à un patronat rétrograde, usant systématiquement du lock-out pour diviser les travailleurs, les conducteurs de locomotive, les laveurs et les carriers de Merlebach ont maintenu leur revendications.

Dans un tract du 25 mars, la CGT rappelle qu'un grand pas a été fait contre les déclassés. Il est vrai que les carriers et les laveurs ne seront pas déclassés. Ils le doivent à leur lutte soutenue par la CFDT. Mais ils réclamaient plus : ils réclamaient une prime fixe de 32 points hiérarchiques. Satisfaire cela, n'aurait pas coûté cher à la direction. Mais la direction savait que céder à une catégorie, c'était risquer de relancer la lutte dans les autres catégories.

Le mouvement des cheminots en janvier avait créé une grève bouchon sans précédent. Il fallait désormais, en utilisant l'arme du lock-out, désarmer toute lutte sur l'arbitraire des classifications parmi l'ensemble des 2200 ouvriers de métier du bassin.

Les carriers sont souvent d'anciens mineurs de fond, victimes d'accidents du travail. Ils sont ceux que les gueules noires appellent : le jour. Ils sont aussi les plus mal payés. La CGT est mieux implantée au fond qu'au jour. Le jour a toujours été oublié dans les grandes luttes syndicales passées. Revaloriser la profession pour la CGT, cela signifie surtout défendre les mineurs de fonds.

La direction CGT a donc combattu la grève des carriers comme celle des laveurs du puits Simon. Elle a exercé une violente pression sur les travailleurs qui occupaient les lavoirs et les carrières. Elle s'est opposée avec virulence à la CFDT et à certains travailleurs. Elle a usé des arguments les plus indignes pour casser cette grève-bouchon. On a pu voir des cadres des Houillères et des délégués CGT s'opposer à la grève au nom des lock-outés et de la sécurité de l'entreprise. C'est probablement là un premier résultat de l'accord CGT-CGC.

La CGT, majoritaire aux élections professionnelles (40 % des voix) devant la CFTC (25 %), n'a pu tolérer une brèche dans son monopole syndical. Mettant en cause « l'irresponsabilité » de la CFDT depuis un mois, la CGT a révélé dans un tract son seul objectif : montrer que les

luttes catégorielles dans le Bassin ne faisaient pas partie de ses objectifs.

Que prévoit la CGT ? Conformément au Programme commun, le charbon comme source d'énergie pourrait avoir encore un petit avenir. Toute remise en cause de la nature du travail dans les mines, toute attaque contre la priorité donnée aux revendications des mineurs de fond sont dangereuses et faussent le jeu du productivisme à outrance qu'en application du Programme commun

on favoriserait dans les Houillères.

Samedi matin 30 mars, une ordonnance d'expulsion a été rendue. Douze ouvriers choisis arbitrairement ont été assignés au tribunal d'instance pour entrave à la sécurité et à la liberté du travail. Dans une région où règne la terreur bien pensante des nantis et des flics, passer en justice est une infamie. Les carriers ont donc repris le travail lundi. Mais si, financièrement, la direction veut les punir, ils n'ont pas tout perdu. Beaucoup de mineurs sensibles comme eux à l'arbitraire des catégories n'oublieront pas que seule la CFDT a défendu leurs revendications.

Ce n'est pas un hasard si cette dernière qui recrutait beaucoup depuis un mois, a vu son local cambriolé (fichiers, documents, matériel) par les RG ou les flics de la direction.

Y. B.

● soutien financier : CCP 332 22 L - Syndicat des mineurs CFDT 57 - Merlebach (mention « soutien aux grévistes »).

● CARNAUD-BASSE INDRE classe contre classe

La grève générale décidée par les travailleurs de Carnaud-Basse-Indre de Grand-Quevilly (Seine-Maritime) aura duré 3 semaines. Carnaud-Basse-Indre est un groupe employant 8 000 travailleurs dont 1 200 dans l'usine de Grand-Quevilly, spécialisée dans la fabrication d'emballages métalliques. La crise pétrolière a donné à cette activité des chances nouvelles, l'emballage plastique subissant la hausse des produits pétroliers. Mais Carnaud-Basse-Indre veut faire mieux : il y a actuellement une occasion en or d'accroître le capital de l'entreprise et d'acquérir (pourquoi pas ?) le monopole du secteur de l'emballage.

Et la direction a décidé de rogner sur les salaires. Mais les travailleurs ne l'entendent pas ainsi et réclament la reconduction de l'accord de 1973 garantissant la progression du pouvoir d'achat. Ils luttent sur cette revendication essentielle et essaient de se faire entendre par une direction qui refuse systématiquement toute négociation sérieuse avec les syndicats CGT et CFDT, fait du chantage aux licenciements et tente de diviser les travailleurs en s'appuyant sur les cadres et la maîtrise.

Cette même direction a demandé au juge des référés de faire ouvrir les portes de l'usine que les ouvriers

ont fermées et protègent. Elle n'aime pas du tout que les travailleurs se mettent en grève car, comme l'écrit M. Jean-François Poncet, le président de Carnaud-Basse-Indre, aux travailleurs du groupe, « l'objectif recherché ne peut être atteint que dans un climat de paix sociale... le maintien, voire l'amélioration du pouvoir d'achat passe par l'effort persévérant de tous, la cohésion de nos équipes... il est incompatible avec les perturbations sociales dont chacun, en définitive, devra payer le prix ».

Et la direction a trouvé d'excellents alliés, les cadres de la CGC, qui réclament, bien entendu, la « liberté du travail » et demandent à la direc-



● SAINT-NAZAIRE — ça bouge !

A St-Nazaire, le lock-out des 9 000 travailleurs des chantiers de l'Atlantique le lundi 25 mars a fait courir tous les journalistes de la presse parisienne. Car les métallos nazériens ont mauvaise réputation. Et il n'y a pas qu'eux...

Aux Chantiers, depuis plusieurs semaines, les débrayages et grèves tournantes avec visites d'un atelier à un autre, s'étaient multipliés pour appuyer une revendication de 200 F pour tous, à ventiler sur différentes rubriques (valeurs du point, galon, prime de trajet) et à valoir sur les augmentations à venir, c'est-à-dire une revendication d'augmentation momentanément uniforme, à mi-chemin entre la prime exceptionnelle de vie chère réclamée par Séguy et la prime uniforme souhaitée par la CFDT. La direction des Chantiers de l'Atlantique avait refusé toute négociation sur cette revendication, prétextant qu'elle remettrait en question l'accord de salaire 73/74. FO, fidèle à la politique contractuelle, a saisi le même prétexte pour refuser de s'associer au mouvement. L'action s'intensifiant à l'intérieur de l'entreprise, la direction a lockouté l'ensemble du personnel, car « la sécurité ne pouvait être assurée ».

Après une semaine de lock-out, marquée par une série de meetings et de défilés (où malheureusement, il n'est pas commode de faire participer les travailleurs à la conduite de la lutte), la direction a décidé de lever le lock-out et d'octroyer 2 % d'augmentation au 1er avril, histoire de faire plaisir à FO. Les travailleurs sont rentrés dans leur entreprise, lundi 1er avril. Mais ils sont bien décidés à reprendre l'action : meeting le matin même, reprise des grèves tournantes le lendemain, avec maintien de la revendication (200 F pour tous).

La revendication des Chantiers a donné des idées à d'autres entreprises locales de la métallurgie : chez Thiriet à La Baule, (constructions mécaniques) comme à la SIDES (entreprise de matériels d'incendie, auto-pompes). Mais aussi aux Chantiers Baudet (aménagement des navires), à l'UGECO (usine de confection de vêtements militaires)...

Face à ce développement des luttes dans la région, la nécessité d'une liaison intense est apparue. Des propositions de grandes manifestations communes ont été avancées... (et après??). Pour le PSU, il semble important que l'unification de ces luttes se fasse sur le terrain même où elles se déroulent. La lutte pour le maintien de l'emploi menée par les travailleurs de la SEMM ne peut être dissociée de la lutte pour l'emploi qui se mène à la SNIAS toute proche. L'analyse sommaire du PC et de la CGT, comme quoi la fermeture de la SEMM est liée à la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs qui ne peuvent plus se payer de caravanes, doit être dépassée et c'est en termes de restructuration du capitalisme que l'analyse du problème doit être posée.

Autre point sur lequel l'unité des luttes doit se faire : les intérimaires. Ils sont plus de 1000 travailleurs, victimes du lock-out des Chantiers. A la SEMM, ils avaient été 130 licenciés en janvier. De cela, on ne reparle plus maintenant. Chez Baudet, fin 73, une centaine avaient aussi été victimes des problèmes d'emplois. Et dans la région, les boîtes de « marchands d'hommes » pullulent. Vingt-sept sont actuellement recensées à St-Nazaire uniquement. Les revendications d'augmentations non hiérarchiques doivent aussi faire l'objet de débat parmi les travailleurs. Proposées avec réticence par la CGT, elles sont de plus en plus appréciées dans les assemblées générales... Ainsi, ça bouge à St-Nazaire...

Corresp. ■

tion « de renseigner l'ensemble du personnel car les informations données par les représentants syndicaux CGT et CFDT sont parfois incomplètes, voire erronées ». Ceci dit, on attend toujours une analyse de la situation chez Carnaud, de la part de ces mêmes cadres.

Il s'agit bien, à Grand-Quevilly, d'un combat classe contre classe et les cadres ont choisi leur camp. Cela n'empêche pas le PCF de s'adresser à eux : « Pensez-ils que tout est fait pour leur permettre — au travers d'une participation réelle à la direction de l'entreprise y compris au stade des décisions — de jouer pleinement leur rôle en fonction de leur qualification professionnelle ? ». Curieuse définition de la « gestion démocratique » de l'entreprise...

Mais les travailleurs, eux, luttent. Avec détermination. Sans s'embarasser des cadres. Ils savent qu'ils peuvent gagner. La solidarité s'est organisée dans la région. Le PSU y participe activement.

Et le mercredi 20 mars, coup de théâtre. Le juge des référés ayant déclaré que les portes de l'usine devaient être réouvertes, les forces de police interviennent pour faire respecter la « liberté du travail ». En même temps, on débraie dans une vingtaine d'entreprises de la région, et quelques heures après l'intervention des flics, 3 000 travailleurs manifestent devant les portes de l'usine.

« L'intervention de la police a été une bonne chose », déclare un militant PSU de chez Carnaud, « la solidarité ouvrière s'est élargie et renforcée ». Et le rôle de la police dans notre société est apparu encore plus clairement aux yeux des travailleurs. C'est bien l'avis de la fédération du PSU qui déclare, dans un communiqué : « On ne peut que constater que jamais les forces de l'ordre n'interviennent pour obliger un patron à respecter une légalité pourtant faite à sa mesure. De plus en plus, elles servent à réprimer les luttes des travailleurs et sauvegarder les intérêts du patronat. A Carnaud-Basse-Indre, il s'agit bien d'un combat classe contre classe : les travailleurs le gagneront ».

Une première victoire est acquise. Le 21 mars, un constat de négociation est établi ; les travailleurs l'acceptent. Les décisions sur une revendication importante comme le pouvoir sont reprises alors que la direction les considérait comme définitivement terminées pour 1974.

Des revendications restent à satisfaire. Les travailleurs comptent bien les faire aboutir. Et s'ils ont repris le travail, le 25 mars, la journée a été marquée par de nombreuses actions dans les ateliers et des débrayages dans plusieurs secteurs d'activité. La lutte continue chez Carnaud.

tribune

socialiste



DOSSIER

Avortement



la première grande lutte des femmes

Le 6 avril, les femmes descendront dans la rue. Pour revendiquer le droit de disposer de leur propre corps, de leur propre vie. Pour exiger d'un parlement d'hommes qu'il abandonne les faux fuyants et les demi mesures. Pour couvrir les voix débiles des partisans de « Laissez les vivre ! ». Pour que l'avortement et la contraception soient libres, et remboursés.

Le Manifeste « des 343 », celui des 330 médecins peu après, les prises de position des prix Nobel, Bobigny, la création du MLAC, autant d'événements qui, depuis 1970, ont porté à l'avant-scène de l'actualité une pratique vieille comme le monde. Aujourd'hui, l'avortement devient un fait public dont la dimension sort des cadres admis jusqu'ici dans ce domaine. Que des femmes parlent publiquement de leurs ventres, qu'elles osent dire tout haut ce que, depuis des siècles, elles enduraient en silence, voilà qui creuse de profondes lézardes dans bien des édifices. Et si la droite s'est sentie directement agressée, les réponses qu'elle a fait tonitruer par la cohorte des « laissez-les vivre » ont au moins l'avantage — avantage pour ses inté-

rêts de classe, bien entendu — de la clarté. On ne peut en dire autant d'une certaine gauche : un PC qui se dérobe devant l'offensive du 6 avril sans que ses motifs apparaissent nettement ; un PS qui renâcle au niveau national pour finalement, mi-figue, mi-raisin, déléguer sa fédération de Paris.

C'est que l'on touche là à un comportement millénaire, à un « fait de civilisation » comme ils disent. Et certaines structures politiques demeurent ici enchaînées à un réflexe de conservation : peu sûres de bien sauter le fossé, elles craignent d'y laisser des plumes, sinon de se retrouver le cul dans l'eau.

L'avortement est donc devenu un bon thème politique pour l'Assemblée et un bon « sujet » journalisti-

que pour la télé, Le Figaro, Le Monde et le reste. Par la même démarche, c'est aussi d'une volonté délibérée qu'on veut en faire une sorte d'institution, un mal nécessaire au système comme le travail à la chaîne, l'existence des chefs, l'encombrement des routes le dimanche. Un « bon thème » et rien que cela. Alors, est-il étonnant qu'après quatre ans de parolotes autour de la loi de 1920, on en soit toujours là ? Va-t-on, oui ou non, supprimer cette loi et en arriver à l'avortement libre et remboursé ? Et surtout, par quels moyens ? En clair, pourquoi les Lip ont-ils gagné et pourquoi les femmes ont-elles, jusqu'à présent, perdu ?

déplaisant

La droite se déchaîne : il n'est pas dans ses pratiques d'accepter la liberté. Mais la gauche ? Mitterrand et Marchais ne briseraient pas leur carrière pour l'avortement. Séguy non plus. Côté syndicats, le courage de la CFDT est remarquable : c'est la seule centrale à s'être engagée nationalement sur l'interdiction d'« Histoires d'A », sur l'offensive contre le Planning familial et aussi

sur la manifestation du 6 avril. Constatation déplaisante, mais au moins, les femmes savent maintenant quels sont leurs alliés.

Ce qu'elles doivent savoir aussi, c'est que ce n'est pas la classe ouvrière dans son entier qui apparaît porteuse des revendications sur l'avortement. Il s'agit donc bien pour elles d'affronter ces contradictions au sein du peuple et pas seulement de les décrire dans de belles envolées. On n'en est pas encore à se battre pour ce qui est juste, mais pour ce qui gêne le moins...

Le débat sur l'avortement, première grande lutte des femmes, montre que nous ne gagnerons que si le rapport des forces internes à la gauche change. Ce n'est pas sur le terme d'autogestion que l'on mènera nécessairement la bagarre, mais on ne le fera qu'avec le courant autogestionnaire. Seul un mouvement non dogmatique pourra prendre en compte le combat des femmes et faire notamment que celles-ci continuent à se sentir plus à l'aise dans des organisations où le rapport hommes-femmes aura changé radicalement de nature.

Irène CHARAMANDE ■



pages 8, 9, 10 :

- le GLAC de St-Etienne
- « je ne me sentais pas coupable »
- les médecins en porte-à-faux
- « 3 vérités »

L'édifiante autant que véridique histoire du GLAC de St-Etienne

En février 1973, à St-Etienne, au cours de la campagne électorale, le PSU lance un débat public sur l'avortement et la contraception avec un des 330 médecins signataires du Manifeste pour la liberté de l'avortement. Les participants, nombreux, signent alors une pétition de soutien à ces médecins en acceptant d'être contactés pour une nouvelle action. Des réunions de quartiers, la recherche des médecins favorables et la convocation des signataires de la pétition de soutien permettent d'envisager la pratique de l'avortement : on constitue donc le Groupe pour la Liberté de l'avortement et de la contraception de St-Etienne (GLACS). Dès mai, ce groupe pratiquera des avortements avec trois médecins et organisera des débats sur l'avortement, la contraception et sur sa pratique.

En mai, le GLACS dispose d'un local et convoque une conférence de presse au cours de laquelle il obtient le soutien plus ou moins ferme de diverses organisations (PC, PS, CFDT, APF, FO, FEN - sauf la CGT), et actif du PSU et du Planning familial. Pendant l'été d'autres médecins rejoignent le centre et toutes les demandes d'avortement sont satisfaites sur place (40 à 50 par semaine).

le coup de force de « Choisir »

En septembre, le GLACS décide de rendre public le bilan de son action, ce qui provoque des explications de médecins et de responsables du groupe, et une visite-éclair de Gisèle Halimi. En un repas, elle persuade les médecins qu'ils se sont fait exploiter par le PSU à des fins électoralistes et qu'ils feront seuls les frais de l'aventurisme du GLACS. Elle leur propose la sécurité d'un centre « Choisir » installé dans une municipalité communiste. Les médecins démissionnent tous immédiatement sans même tenir leurs engagements à l'égard des femmes inscrites pour des interventions.

Le centre continuant avec deux médecins, le GLACS doit donc organiser des voyages en direction des cliniques de Hollande et d'Angleterre. La situation est d'autant plus grave qu'à la suite de reportages à la radio et d'articles dans « le Monde », « France Dimanche », etc... des centaines de femmes de toute la France écrivent ou même viennent au GLACS.

Puis la situation s'améliore, d'autres médecins nous rejoignent et il y a alors 20 à 30 interventions par semaine à St-Etienne. Les voyages à l'étranger sont maintenus. Cela va durer jusqu'au 14 février, malgré des clivages de plus en plus nets entre la majorité de l'équipe médicale (derrière le Dr Poty un des fondateurs du GLACS), et l'ensemble des militantes.

Ce jour-là devait avoir lieu un travail collectif de préparation pour réviser les orientations du groupe en vue d'une assemblée générale. En début de réunion et avant toutes discussions, le docteur Poty fait part officiellement de sa décision de quitter définitivement le GLACS prétextant « qu'il y avait refus constant de la moindre organisation » — « que cette réunion était bidon et que rien n'en sortirait ». Après quoi, il part, assurant qu'il ne ferait rien pour empêcher le GLACS de continuer. Vendredi 15 février, les personnes de permanence doivent constater malgré ces déclarations de la veille qu'un véritable coup de force a été tenté : les portes du local sont bloquées de l'intérieur et une affiche au nom de « Choisir - St-Etienne » remplace l'intitulé du GLACS sur la porte...

A l'Assemblée Générale du 18 février les militants du GLACS : 1° - déci-

dent l'exclusion des médecins de cette tendance et de la dizaine de militants qui les ont suivis ; 2° - réaffirment que contrairement à ce qu'ont dit ceux-ci, l'avortement a toujours eu lieu sous contrôle médical ; 3° - dénoncent leur manœuvre « de détournement d'une action collective à des fins de prestige personnel » ainsi que la récupération de cette affaire par le PS qui avait fait paraître dans la presse un communiqué dénigrant le GLACS.

Depuis, le GLACS continue, bien que les fonds de fonctionnement (plus de 2 millions anciens) aient été détournés par Choisir. Les avortements sur place sont moins nombreux (une dizaine par semaine), ils ont lieu sous le contrôle d'un seul médecin, avec la participation d'étudiants en médecine en particulier.

Désormais les militantes donnent aux femmes des brochures expliquant toutes les possibilités sur place et à l'étranger. Puis les femmes viennent à des réunions où elles décident elles-mêmes, en présence de quelques militantes, des cas choisis pour rester sur place et de celles qui partiront. Très souvent, les femmes se prêtent de l'argent. A ce moment sont posés les problèmes de la contraception, qui seront repris le jour de l'intervention pour celles qui restent à St-Etienne. En même temps, la méthode Karman est expliquée. Les militantes essaient de détendre les femmes, de les déculpabiliser et de faire prendre conscience de l'hypocrisie de la loi actuelle.

la fin d'un privilège

Aujourd'hui, non seulement il y a des avortements, mais tout le monde le sait : des réunions publiques ont eu lieu dans la région, des affiches GLACS-MLAC ont été collées, des groupes locaux se constituent dans de petites villes autour de St-Etienne (Rive-de-Gier, St-Chamond, Firminy). L'avortement dans de bonnes conditions n'est plus le privilège des riches ou des bien informées (professions libérales, intellectuelles...), il est possible pour toutes, et la majorité des avortées sont des mères de famille de milieu très populaire (67 % d'ouvrières ou de femmes d'ouvriers, d'employés ou de femmes d'employés). Le GLACS répond aussi à la demande d'information des jeunes : des militantes ont participé à des débats dans des lycées.

Désormais, les femmes ont rendu la loi inefficace et imposé leur droit à l'avortement puisqu'une nouvelle loi va être proposée à la suite de l'action des groupes locaux et des mouvements nationaux comme le MLAC et Choisir.

Pour nous, l'expérience du GLACS est une expérience de contrôle populaire. On est passé de la revendication de la liberté de l'avortement et de la contraception à une pratique permettant aux femmes de choisir effectivement leurs maternités.

Désormais les femmes ne viennent plus mendier une faveur mais récla-

ment un juste droit. Elles remettent fortement en cause la pratique de leur médecin qui — au pire — leur affirme qu'elles ne sont pas enceintes, et — au mieux — leur donne l'adresse du GLACS. Beaucoup de femmes se rendent compte que l'Ordre des Médecins s'oppose à leur liberté, et que la légalité n'est pas seulement défendue par le gouvernement mais aussi par des institutions telles que l'Ordre des Médecins. Il est maintenant évident qu'il faudra s'attaquer aux institutions de ce type pour prendre le pouvoir.

Et puis il est apparu que même les médecins travaillant au GLACS avaient une pratique quotidienne faisant obstacle au contrôle des femmes. Ils avaient tendance à insister trop sur l'aspect médical de l'avortement ; certains dramatisaient les risques et employaient à plaisir un vocabulaire compliqué, gênant la compréhension de l'intervention par les femmes et les militantes. La pratique des non-médicaux dans les équipes d'intervention permet de discuter avec les femmes et d'entretenir le matériel ; mais c'est grâce à cela que nous avons pu continuer après le départ des médecins. Les médecins, étant seuls à pratiquer, avaient tous les pouvoirs, et entre autres, celui d'interrompre toute intervention s'ils n'étaient plus d'accord avec notre action.

D'autre part, la pratique des non-médicaux est différente de celle de la plupart des médecins : ils expliquent plus simplement et plus précisément ce qu'ils font, ils tiennent plus compte de la douleur et sont plus aptes à décontracter la femme dans la mesure où — par la pratique — ils ont appris à situer les moments de douleur. Ils savent ainsi que pour introduire la sonde Karman, il y a deux résistances et que là il faut faire respirer la femme.

« je ne me sentais »

Les seules femmes à avoir eu droit à la parole lors de l'émission télévisée « Les 3 vérités » sont celles qui apparaissent dans chacun des films-témoignages. Propos enregistrés, apprêtés — sinon répétés — afin de les faire tenir strictement dans le « cadre » du débat et dans un temps rigoureusement contrôlé. Démocratie oblige... Pour rétablir un tant soi peu les effets de cette égalité de façade — la télé restant une affaire d'hommes, et d'hommes du pouvoir en plus — nous publions ici l'intégralité des propos échangés entre Mme Grabois et Michel Rocard.

● Michel Rocard — Mme Grabois, il faut d'abord que je vous présente un peu. Vous êtes mariée, depuis dix-huit ans. Cinq enfants, un mari technicien. Vous ne reprenez du travail que lorsque vous aurez terminé l'éducation de votre dernier enfant. L'avortement, vous n'étiez pas tellement pour, dans votre jeunesse ?

— Mme Grabois — Non.

● M. R. — Et puis, que vous est-il arrivé ?

— Mme G. — J'ai trouvé que ce n'était pas le tout de les mettre au monde, après, il y avait toute une éducation. Ma situation ne me permettait pas de les élever.

● M. R. — Cinq, c'était trop ?

— Mme G. — Oui, je trouve. Non, enfin, maintenant, je ne regrette pas, mais je n'en voulais pas plus. C'est ça. Vu les revenus que j'ai.

● M. R. — Est-ce que vous pensez que vous devriez avoir la liberté de dire librement « non, je n'en veux pas plus », « ceux-là, je peux les élever correctement, mais pas un de plus ».

— Mme G. — Oui, bien sûr.

● M. R. — Mais il y a des lois sur l'avortement. Qu'est-ce qui s'est passé ?

— Mme G. — A vrai dire, je n'ai pas pensé à tout ça. J'ai cherché par mes propres moyens des adresses.

● M. R. — Et bien entendu, vous n'êtes pas tombée sur des médecins ?

— Mme G. — Ah non, pas sur des médecins. Je suis tombée sur des gens, je ne sais pas très bien qui c'est, en définitive...



De plus, le but est que chaque femme à l'occasion de son avortement puisse apprendre un peu mieux (en assistant à d'autres interventions, en apprenant un certain nombre de gestes simples et de diagnostics élémentaires) à connaître son propre corps et à vivre les questions sexuelles sans honte et sans dégoût. Pour les médecins, ces problèmes étaient secondaires, ils voulaient instaurer un centre Choisir dirigé par des médecins sans aucun contrôle des femmes.

au-delà de la loi

Si la modification de la loi est l'un des buts de Choisir comme du GLACS, nous ne pensons pas qu'elle résoudra tout et tiendra compte des aspirations réelles des femmes. En effet, il y a peu de chances que la loi : permette l'avortement des mineures et le remboursement de l'avortement et de la contraception par la Sécurité Sociale ; évite le trafic financier dans les cliniques privées ; tienne compte de la volonté des femmes de s'organiser elles-mêmes sans être infantilisées, de la nécessité de déculpabilisation et de connaissance de leur corps !

Aussi le GLACS ne va pas rester les bras croisés :

● M. R. des suites
— Mme tout que chaque
● M. R. bien de
— Mme
● M. R.
— Mme général
Ça m'a que j'ai rembour étaient.
● M. R. de ?
— Mme chose q
● M. R. vous l'a
— Mme
● M. R. bien inf la contr
— Mme n'en pa
● M. R. nant, c'



● « Il est moins indigne pour un être humain de mourir, même idiot, à la guerre, que de passer sans désespérer de la matrice à une poubelle d'hôpital »
 Courier de
 « Laissez-les-vivre »
 octobre 1973

● il développera l'action militante en direction des quartiers, des entreprises, des lycées ;

● il élargira la pratique de l'avortement à un nombre plus important de non-médicaux (sous contrôle médical) ;

● et, au-delà de la nouvelle loi, il poursuivra son action : il dénoncera les centres d'orthogénie qui fonctionneraient sans le contrôle des femmes et qui réduiraient l'avortement et la contraception à des questions médicales. Il dénoncera le trafic financier qui risque de s'instaurer dans les cliniques privées.

Au niveau fédéral, les militantes du PSU du GLACS envisagent la création de **centres de santé** qui profitent de l'avancée théorique faite au GLACS pour préciser les bases d'une médecine nouvelle :

— apprentissage par les non-médicaux de tous les actes pouvant être effectués de manière correcte sans danger ;

— poser les problèmes de fond de la maladie (conditions de vie, de travail) ;

— démystification des médicaments,

dénonciation des trusts pharmaceutiques ;

— dénonciation du langage et du comportement des médecins ;

— dénonciation de la condition féminine ;

— organisation d'un débat sur les acquis et les imperfections du GLACS, sa place dans la lutte des femmes et dans le combat pour le socialisme avec des organisations pouvant s'insérer dans le courant autogestionnaire (APF, ASF, ...) afin de lancer ensuite ce débat au niveau de la population.

Le PSU aura à resituer l'action du GLACS dans le cadre de la lutte pour la libération de la femme. Il pourra — à partir des expériences d'accueil des hommes et des femmes — dénoncer la situation actuelle de la femme par exemple : l'homme décide l'avortement alors que la femme n'y est pas décidée ; la femme veut passer à St-Etienne pour que son mari ne le sache pas ; le mari est affolé à l'idée de garder les gosses un week-end !!!

● 34 ans, 10 enfants...

Le samedi 9 mars à 10 h 30 une femme, mère de 10 enfants, va demander à l'hôpital d'Annecy une interruption de grossesse. Une quarantaine de personnes l'accompagnent : des militants du Groupe Choisir d'Annecy, du comité Vérité-Justice, de Libération, du P.S.U.

Le médecin responsable du service de gynécologie, sans poser aucune question sur son état de santé, refuse de la recevoir et de pratiquer l'avortement, en ajoutant : « J'ai le droit de refuser, selon mon éthique personnelle ».

Ensuite, la recherche d'un médecin généraliste est infructueuse. Un responsable administratif de l'établissement vient protester contre l'intrusion d'un tel nombre de personnes et contre la distribution de tracts d'information dans le hall et dans les couloirs. Il refuse d'accompagner la jeune femme au service des urgences, car l'hôpital n'est pas habilité à lui accorder le secours qu'elle demande.

Les militants du Groupe soulignent : « Les institutions hospitalières ne sont

pas en mesure de répondre à toute personne qui vient demander un secours ! »

Elle a 34 ans, elle a 10 enfants, elle voudrait bien vivre ! Les services publics, en France, sont-ils au service du public ou au service de l'éthique du « Médecin-Chef » ?

La contraception et l'avortement, ça ne marche pas très bien chez nous ; c'est pourquoi nous avons pris en mains nous-mêmes nos problèmes. Mais cela ne plaît pas à tout le monde. Le Groupe Choisir Annecy se trouve sous le coup d'une dénonciation faite à la mi-février 74 devant le Parquet par le Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins pour « avortements multiples » pratiqués dans « des appartements privés ».

Certains imposent leur « éthique personnelle » en utilisant les Organismes Répressifs Officiels que tout le monde connaît bien.

Ils ne supportent pas qu'on se batte pour conquérir un droit.

Ils ne supportent pas qu'on puisse se passer d'eux.

Corresp. ■

● finie la charité !

Pour les militantes P.S.U. engagées dans le MLAC cela ne fait aucun doute et elles ne s'en cachent pas.

Que ceux qui nous reprochent de faire de la politique sur le dos (le ventre) des femmes se demandent si les mouvements de libération prennent leurs racines dans le bonheur ou dans le malheur ?

Car, il faut, évidemment, que les militantes répondent aux femmes qui viennent aux permanences portant le poids de ce problème : ne pas pouvoir faire face à une maternité, et pour des raisons en général dramatiques (sociales — économiques). Mais, il n'est pas dans leur intention d'avoir des « dispensaires » où elles feront la « charité » d'un avortement ou d'une adresse à l'étranger.

La loi française étant ce qu'elle est, leur but est de la faire changer mais aussi d'aller plus loin vers une libération totale des femmes !

Le problème le plus grave pour le moment, ce sont les femmes qui meurent, qui se mutilent, les femmes qui deviennent stériles, c'est celui-là qu'il faut résoudre en premier, mais nous devons mettre sur des voies parallèles :

— la connaissance des moyens contra-

ceptifs (et de leur progrès) ce qui est un pas important vers la libération, l'avortement devant régresser et non pas devenir un moyen contraceptif ;

— l'apprentissage de notre force collective face à ces moyens de pression (et de répression) que sont les lois faites par les hommes, qu'est « l'établissement » masculin (pas de femmes dans les instances des partis — si peu de femmes députés ou sénateurs... etc) qu'est la famille — lieu de reproduction et de consommation dans le système capitaliste, où les femmes ont peu de pouvoir, réduites à l'état « d'appoints », de « moitiés ».

Les femmes seront libres quand elles ne diront plus « Je ne peux pas » à cause de mon mari, mes enfants, du ménage, du qu'en dira-t-on — du patron !

C'est pourquoi nous disons que notre action à l'intérieur du MLAC est une action politique visant à mettre sur les rails la libération des femmes par elles-mêmes, par une prise de conscience — par une prise en charge collective de leurs problèmes, dans leurs foyers, leurs bureaux, leurs usines...

N'oublions pas que la lutte pour la liberté de l'avortement est le reflet de la lutte des classes, puisque nul n'ignore que la bourgeoisie n'a jamais eu de difficultés pour résoudre ce problème, et que la France (ou l'étranger) lui a toujours permis de trouver des solutions interdites à la classe ouvrière...

Un groupe militantes PSU — engagées dans le MLAC Région parisienne

as coupable »

dicalement, il y a eu des risques...

Des risques oui, surpas eu de curetage à

vous est arrivé com-

Quatre fois.

vous a coûté cher ?

Ce qu'on demande pour un avortement... des problèmes du fait santé, et puis, il fallait tous les soucis y physiques etc.

vous avez été mala-

n voudrait faire autre avortement, c'est sûr...

is auriez pu l'éviter, t naturellement ? Oui.

t-ce que vous étiez sur les problèmes de ?

Non. A l'époque, on beaucoup.

que l'on sait maintenant y a pas de contra-

ception complètement efficace. D'après vous, quelle est la solution ?

— **Mme G.** — Tout d'abord, je crois que ça devrait être reconnu, qu'on ne soit pas obligé de le faire par ses propres moyens. Je ne pense pas que les gens en profiteraient pour pratiquer davantage l'avortement. Ce n'est pas une chose banale, quand même. Pour une jeune fille, commencer sa vie avec un avortement, je trouve ça atroce. On ne devrait pas être obligée de se cacher.

● **M. R.** — Qui doit décider de l'avortement ? La femme elle-même ?

— **Mme G.** — C'est nous-mêmes les responsables. C'est nous qui mettons notre vie en danger. Un enfant est plus élevé par sa mère... elle est plus apte à savoir si elle pourra l'élever. La naissance d'un enfant, c'est une chose qui doit être bien pesée. Moi j'aime bien les enfants. Mais on doit aussi parler de la contraception. L'avortement n'est pas la première des choses à faire. Quand on ne peut supporter le stérilet ou la pilule... on ne peut pas vraiment avoir d'autre solution.

● **M. R.** — Donc, d'abord une contraception bien faite, mais en cas d'échec, la possibilité de choisir.

— **Mme G.** — Avec la pilule ou le stérilet, la contraception n'est pas

tout à fait sûre. Donc, moi, je ferais un avortement en cas d'échec. Je ne me sens pas le courage de recommencer à élever un enfant à trente six ans.

● **M. R.** — Vous savez qu'une loi est actuellement en discussion : il est question que l'avortement reste interdit. Mais si deux médecins déclarent que la future mère est en état de détresse, on peut prescrire l'avortement. Qu'en pensez-vous ?

— **Mme G.** — Ça dépend sur quel point ils l'entendent. Quand vous dites à un médecin qu'à vingt-quatre ans, vous mettez votre cinquième enfant au monde et que vous lui demandez si il n'y a pas un moyen d'empêcher cela, il vous répond qu'il n'y a aucune raison de le faire, que vos gosses sont en excellente santé et vous aussi... alors ! C'est à la femme de voir si elle aura la force d'élever ses enfants.

● **M. R.** — Pensez-vous que la majorité des femmes sont d'accord avec vous là-dessus ?

— **Mme G.** — Oui, j'en ai parlé. Elles sont d'accord avec moi. L'avortement doit être possible en dernier recours.

● **M. R.** — Est-ce que vous pensez que ça doit être fait par des médecins ?

— **Mme G.** — Oui, sûrement.

● **M. R.** — Vous avez souffert, vous, que cela soit fait dans des conditions peu sûres ?

— **Mme G.** — Oui, et puis, la peur d'appeler le médecin.

● **M. R.** — Vous en voulez aux médecins ?

— **Mme G.** — Oh non ; mais je voudrais qu'ils prennent conscience de ce problème.

● **M. R.** — Je pense que les médecins sont là pour rendre aux malades les services qu'ils leur demandent. Mais que l'aspect moral et légal de la chose soit traité par le législateur et que la revendication soit de nature politique.

— **Mme G.** — Oh oui, d'accord. Il y a toujours une raison valable pour que la femme ne veuille pas de son enfant.

● **M. R.** — Vous ne connaissez pas de femmes qui ont avorté sans raison ou pour le plaisir.

— **Mme G.** — Non, franchement...

● **M. R.** — Vous savez que la loi française interdit purement et simplement l'avortement. Est-ce que vous pensez avoir fait quelque chose d'illégal, de scandaleux ?

— **Mme G.** — Oh non, jamais. Entre abandonner un enfant, ou le perdre avant la naissance, il n'y a pas d'hési-

tation à avoir. C'est la loi qui est scandaleuse. Il est très important qu'un enfant soit désiré.

● **M. R.** — Eh bien, je suis bien d'accord avec vous. Mais vous la ressentiez comment, cette interdiction, au moment de vous faire avorter ?

— **Mme G.** — A vrai dire, je ne ressentais rien du tout vis-à-vis de la loi ? Je ne me sentais pas coupable. Si on pensait à tout ça, on ne ferait rien. Mon problème était surtout moral. Mais j'avais la conscience tranquille en me disant que je pouvais élever correctement les enfants que j'avais déjà, mais pas plus. Je ne regrette pas.

● **M. R.** — Vous avez eu une éducation catholique ?

— **Mme G.** — J'ai été chez les sœurs. Mais à ce moment, ça n'a pas pesé lourd.

● **M. R.** — Vous savez qu'il va y avoir une longue bataille à l'Assemblée nationale sur l'avortement.

— **Mme G.** — C'est nécessaire de démontrer ce que cette loi a d'inhumain. Les gens devraient prendre conscience que c'est à chacun de donner son point de vue et de batailler un peu pour faire changer le cours des choses. C'est pour ça que je suis là.

● les médecins en porte-à-faux

Les derniers événements de Besançon, d'Annecy, de Paris (Hôpital de la Cité Universitaire) démontrent — si le doute subsistait — que la femme seule doit se déterminer, et qu'il est absolument impossible de laisser aux médecins le droit de décider si une femme doit avorter ou non.

Dans le cas contraire, les grands maux demeurent :

— situation dégradante pour la femme qui devra jouer la comédie « de la grande détresse » ;

— pouvoir exorbitant du médecin qui pourra ainsi utiliser son savoir comme moyen de pression ou de dissuasion, les considérations morales ou métaphysiques primant les considérations médicales ou sociales ;

— maintien des inégalités sociales devant l'avortement : il sera plus facile pour les couches sociales les mieux informées des bonnes adresses, plus facile dans une grande ville que dans une petite ville.

Il y a sept ans, on cherchait des médecins favorables à la contraception, on cherchera maintenant des médecins favorables à l'avortement.

Bien sûr, il ne s'agit pas de confondre le Conseil national de l'Ordre des médecins, les patrons intégristes et fanatiques et la majorité des médecins : 17 000 seulement sur 65 000 environ sont fermement opposés à toute libéralisation de la loi. Ils désirent, pour la plupart, venir en aide à leurs patientes, mais généralement ils sont impressionnés par les remontrances du Conseil de l'Ordre, la vigueur de la loi, et par la culpabilisation où les place « l'éthique médicale ».

Il y a quelques années, le Conseil de l'Ordre menaçait encore de blâme les médecins qui travaillaient avec le Planning, et il déclarait le 9 avril 1966, au moment du débat sur la contraception à l'Assemblée : « Il n'est pas dans le rôle du corps médical d'accepter de se voir confier le monopole de l'attribution des moyens contraceptifs... ».

Aujourd'hui, ce même Conseil de l'Ordre ne jure que par la contraception pour mieux s'opposer à l'avortement. Il oublie simplement le sabotage systématique de cette contraception : les médecins ayant terminé leurs études et se spécialisant en gynécologie n'ont droit à un enseignement officiel de contraception que depuis le mois de janvier de cette année. Pour les autres, qu'ils se débrouillent !

A propos de l'avortement, le professeur Lortat-Jacob (*Le Monde*, 8, 9 avril 73) déclarait que : « Le Conseil national rejetait tout rôle du corps médical dans les avortements de « convenance person-

nelle » (...) ys'il mettrait tout en œuvre pour éviter aux médecins d'y participer (...) et que le législateur devrait prévoir alors des lieux spécialement affectés à cette besogne (« avortoirs ») et un personnel d'exécution particulier ».

de quel droit ?

Dans les différentes affaires récentes, on constate que le refus opposé à la pratique des avortements procède plus de la volonté de certains médecins de vouloir imposer leurs propres conceptions philosophiques, que du respect de la loi de 1920. Cette loi autorise l'avortement quand la vie de la mère est en danger ou qu'il y a risque de malformations graves : on a trouvé dans la région parisienne, entre 1966 et 1970, 132 cas qui répondaient à cette définition.

Que des médecins répugnent à pratiquer des avortements, libre à eux. Mais de quel droit imposeraient-ils à tous les autres ce qu'ils appellent pompeusement l'« éthique médicale » et qui n'est en réalité bien souvent, que « convenances personnelles ». A fortiori, quand ces médecins exercent une fonction dans un hôpital public où ils ne sont — que cela leur plaise ou non — que des salariés au service de la population.

A Besançon, le professeur Cotte, doyen de la Faculté de Médecine, déclara :



re : « Dans l'intérêt public, il est inadmissible qu'un individu ou un groupe se reconnaisse le droit d'imposer une décision médicale à un médecin, au nom de quelque idéologie que ce soit ». Tout a fait d'accord. Mais en revanche, le médecin ne doit pas se retrancher derrière sa morale personnelle et son idéologie pour se refuser à prendre une décision médicale. La seule attitude du médecin permettant de rendre la femme librement responsable de sa décision d'avorter est que la transmission de l'information médicale se fasse sans jugement moral.

Dans une telle optique, la seule attitude conséquente pour des médecins devrait être d'approuver la reconnaissance de l'avortement libre, effectué sous surveillance médicale et remboursé par la Sécurité sociale, quel que soit l'âge de la femme.

G. AKOUN ■

● « Trois vérités », trois hommes...

« 28 ans, 4 enfants c'est tout à fait charmant ». Non, ce n'est pas le début d'une chanson de la belle époque. C'est Pierre Bas, député UDR, qui a dit ça — entre autres perles de son cru — l'autre soir à la télé, lors des « Trois vérités » sur l'avortement. Trois hommes pour parler des problèmes de femmes...

Au centre, Lucien Neuwirth, UDR : Sur ce sujet, on comprend mal qu'il soit à l'UDR », dira Michel Rocard. C'est vrai. C'est un « honnête homme » aux idées « avancées » qu'il exprime avec une certaine franchise, parlant en législateur. Et parfois, devant son collègue Pierre Bas, il éclate !

A droite, Pierre Bas, gaulliste pompidolien dans la continuité, un tartuffe pour qui un entourage fait de charité ne serait pas pour déplaire !

A gauche, Michel Rocard, direct, incisif, qui a quand même pu, dans ce débat de style quelque peu « parlementaire », élargir le propos.

Passons sur la querelle des chiffres et statistiques, passons aussi sur le petit jeu questions-réponses, aux allures de fiches anthropométriques. Arrêtons-nous sur les documents filmés : celui de Rocard, une jeune femme, catholique, mère de cinq enfants — elle a subi quatre avortements, pas pour son plaisir, mais simplement parce qu'elle voulait assurer à ses enfants un avenir décent. Pourquoi n'a-t-elle pas employé de méthodes contraceptives ? Manque d'informations. Pour elle, l'avortement ne pose pas de cas de conscience : « Ce n'est pas une chose banale, il y a toujours une raison » (Bas en fut, paraît-il, très ému).

Le deuxième film, celui de Lucien Neuwirth, montrait une jeune femme de 28 ans qui, après son premier enfant, a accouché de triplés. De quoi

être préoccupée, c'est le moins qu'on puisse dire : le logement, les conditions de vie, l'éducation. N'en jetez plus !

Puis le document de Pierre Bas : oh, la belle photo de familles nombreuses ! « Admirables, ces femmes » (Rocard). Dans quel sens ? « Elles ont eu beaucoup de courage » dit Bas. Et de jouer sur les sentiments. « Voyez ce petit... atteint de paraplégie... il a déjà récupéré une jambe... Non, l'avortement, ce n'est pas du tout une solution ». Ce qu'il faut, devant les malheurs (imposés par Dieu sans doute, comme pénitence aux péchés commis) c'est du courage. Admirable, le Bas ! Et d'en rajouter : « On n'a pas le droit de tuer cette miniature, ce petit homme ». Entendez-vous battre « ces petits cœurs » — qui ont fait



pleurer des jeunes de 20 ans, étudiants en médecine. Margot aussi a dû pleurer.

Mais le comble du répugnant fut atteint peu après par cette proposition de Bas : si une femme ne peut pas garder un enfant, elle n'a qu'à le donner à une famille, qui n'en aurait pas et qui sera ainsi bien heureuse... A quand les « chenils à bébés » ? Voyez notre choix. Des blonds, des roux, des bruns. Toute la gamme. Demandez à l'intérieur ce que vous ne voyez pas en vitrine !...

Et c'est au nom de la morale que Bas osa plaider pour la vie, lui, cet UDR-ultra et « sa » société qui tue. « Vous êtes d'un parti qui organise l'armement nucléaire, qui est pour la peine de mort. Tournez vos regards, vers la Martinique, la Guyane, la Réunion », lançait Rocard. Mais dans ces pays l'avortement est libre et gratuit, qu'importe, ce ne sont que des Noirs !

La qualité de la vie, les chemins de la connaissance, Bas s'en fout. Pour lui, les femmes sont des bêtes à produire des manœuvres et des veaux. La faculté de pouvoir choisir sa vie, d'être libre de son corps ne saurait ébranler son crédo : « Croissez et multipliez ». Amen !

Lucien Neuwirth reconnaît qu'il n'est pas possible de continuer à vivre sous le régime d'une loi ne correspondant plus aux réalités humaines que nous connaissons. Cependant, cette petite phrase « Il faudra bien apporter une réponse aux malheureuses qui demanderont de l'aide », rejette sur le terrain de la charité ce que Pierre Bas confine à une certaine morale. On se retrouve donc bien sur les bancs de la droite.

Nous, comme l'a dit Rocard, nous avons une autre conception de la vie et cela ne nous empêche pas d'avoir du cœur (à gauche). Le droit, pour la femme de disposer librement de son corps, d'assurer la qualité de sa vie, et pour tous, de « construire une société d'êtres responsables et dignes », au sein d'un monde socialiste, voilà ce que nous voulons.

Françoise CLAIRE ■

● QU'EST-CE QU'ELLES LEUR ONT FAIT, LES FEMMES ?

● « Il faudrait faire passer Neuwirth en Haute Cour ! » »

Sénateur Henriot
Janvier 70

● « Il ne faut pas favoriser ce qu'on pourrait appeler une civilisation aphrodisiaque. »

Capelle - Député PDM
(« Le Monde »
du 9.12.72)

● « Cette proposition (loi Neuwirth) risque de favoriser l'anarchie des masses, d'ouvrir aux jeunes les portes de la Licence ! »
Volumard - Député UDR
(idem)

● « Même si l'enfant meurt de faim, il mourra entouré de tendresse, ce qui vaut mieux que de mourir anonymement avant naissance. »
(un père jésuite).

TOUS LE 6

(à 15 h)
à la
République
(Paris) !



bataille de fermiers bataille du foncier

chez
les
paysans

Henri Belaud, Xavier Donon. Deux fermiers privés d'une partie de leur outil de travail. Ce ne sont pas des cas particuliers, bien d'autres, tous les jours, sont vidés de leurs terres par le bon vouloir des propriétaires appuyés bien souvent de la diligence de la justice. Mais ce sont deux exemples récents et significatifs des répercussions que peut avoir une prise de conscience politique parmi les paysans dans ce genre d'affaires.

Henri Belaud, 39 ans, exploitait 22 hectares en association avec un de ses frères sur la commune de La Châtaignerie (Vendée). Suite à l'agrandissement de la zone urbaine de cette petite ville, l'exploitation s'est trouvée réduite à 18 hectares.

Par contre, on ne peut pas dire que l'affaire de Xavier Donon ait pris la même tournure. Coupable d'abandonner 80 ares de vignes (incultivables par les moyens modernes) ainsi que de laisser pousser de la mousse sur quelques dizaines de pruniers vieux de 30 ans. Tout ça lui a valu de perdre un tiers de la surface cultivable dont il disposait pour essayer d'amortir les gros investissements faits en bâtiment d'élevage laitier. Mais là, aucune action commune envisageable. Le tribunal paritaire de Marmande et la cour d'appel d'Agen (Lot-et-Garonne) ont pu prononcer l'exclusion en toute quiétude.

quatre points

Maintenant, ces militants vont continuer leur action en s'axant sur 4 points essentiels :

- poursuivre l'information par des affiches et tracts ;
- poser le problème de Belaud à chaque vente ou location foncière dans le secteur, mais aussi en remettant en cause le droit de propriété tout en développant la notion de « terre : outil de travail » ;
- aider immédiatement et efficacement Belaud par des actes : notamment, l'opération « un champ pour Belaud » ; les militants qui le peuvent lui loueront une parcelle pour qu'il puisse travailler et vivre dignement en attendant une situation claire ;
- solidarité avec les autres travailleurs de la région en mettant en parallèle le paysan expulsé d'une partie de son exploitation avec l'ouvrier en chômage partiel.

La présence amicale, mais politique des autres militants-paysans a permis à Belaud de ne pas abandonner la partie et surtout de créer un état d'esprit de lutte pour la reconnaissance du droit de décision et de prise en charge de ses affaires (répartition de l'usage de sols, utilité...) et également de démasquer les faux alliés.

Que va faire Mme Negreri, la propriétaire déjà âgée dont le mari impotent possède plusieurs dizaines d'hectares dans la vallée maraîchère voisine ? D'autant plus qu'elle est également propriétaire de 14 ha contigus à l'exploitation de Xavier, 14 ha totalement en friche depuis 3 ans. Au total, ce sont 30 ha qui risquent d'être en friches sur des terres de côtes qui valent au minimum 12 000 F l'ha !

pas de retard !

A quand la répartition des sols à Levignac de Guyenne ? Ça semble bien lointain, la mentalité étant particulièrement celle des petits chefs d'entreprise que la bourgeoisie villageoise et syndicale cultive avec amour. Dès le début du procès, certains voisins sont allés voir Mme Negreri, en lui proposant d'acheter ou de louer l'exploitation, sans en toucher mot au fermier en place... Tout le monde convoite et rêve de bouffer le copain avant d'être bouffé par lui ou par le commerce local.

Pour Xavier Donon comme pour d'autres, la partie est complètement perdue à moins que les germes d'une conscience de classe en agri-

culture, qui apparaissent partout là où d'habitude les seigneurs traditionnels règnent, ne deviennent une réalité.

Et c'est là que le problème se pose. Il est bien probable que dans la région de La Châtaignerie, les travailleurs n'hésiteront plus maintenant à se défendre sur des bases et des options nettes, tandis qu'aillieurs où il n'y a pas eu de travail politique et on le voit avec Donon, les agents du capitalisme font ce qu'ils veulent.

Le courant syndicaliste des paysans-travailleurs exprime la remise en cause des traditions de conditions de vie et de travail dans le régime capitaliste. Mais il semble nécessaire qu'un parti politique comme le PSU élargisse les luttes paysannes à celles des autres secteurs. Le problème foncier est sans doute la base de toute action, parce qu'important et le plus flagrant. A travers les luttes sur les problèmes fonciers, il est maintenant nécessaire de dénoncer le système et ses agents (SAFER, Crédit Agricole, plans de développement...) et d'expliquer ce qui pourrait être fait en régime socialiste en provoquant des débats sur des éléments comme :

- la municipalisation des sols ;
- la répartition collective des terres suivant les besoins de chacun et la décision avec l'ensemble de la population de leurs utilisations ;
- la planification de la production par tous les intéressés, etc.

Il ne faudrait pas que les paysans se trouvent encore en retard d'une révolution...

Hector COIRON ■

APRES BRUXELLES

Les prix fixés à Bruxelles essaient de prendre en compte la situation des différentes productions en Europe et de lutter contre l'inflation.

— Pour les céréales, les 6 % obtenus auront peu de répercussions : dans une situation de pénurie, les prix du marché sont supérieurs au prix de seuil. Pour les producteurs, c'est le marché qui fera les prix.

— Pour la viande, les perspectives en France ne sont guère brillantes : 15 % de production de plus que l'an dernier, ce qui veut dire que la crise va donc s'aggraver. Le prix d'intervention sera le prix du marché.

Le PSU dénonce :

- 1 - l'augmentation dérisoire des prix agricoles face à une augmentation des charges beaucoup plus importantes ;
- 2 - la seule utilisation dérisoire des marchés pour fixer le revenu des agriculteurs, ce qui les soumet au jeu de la spéculation, internationale, tant pour les céréales que pour les protéines (soja) ;
- 3 - l'ouverture des frontières qui pour la viande bovine va dégrader encore plus la situation des éleveurs et leurs conditions de travail, les seuls bénéficiaires étant les grossistes en viande et importateurs ;
- 4 - la fixation des prix à la production, qui, sans contrôle des marges des intermédiaires, ne contient pas les prix à la consommation.

Pendant ce temps, la FNSEA, seul organisme syndical officiel, se réjouit de ces « acquis ». Comment peut-elle prétendre continuer à défendre les intérêts de tous les agriculteurs alors que cette seule politique des prix ne fait qu'accroître les disparités, entre les agriculteurs et entre les régimes ?

Commission Nationale Agricole

CORRESPONDANCES

● Près de MAUBEUGE, 1 000 travailleurs contre une multinationale. Depuis le 5 mars, 500 travailleurs employés dans les divisions mécaniques et constructions de la société HK Portes-France savent qu'ils seront au chômage le 30 juin. Cette décision a été prise par M. Evans, qui possède la quasi totalité de cette société multinationale (60 usines dans le monde, dont trois en France) sous prétexte de « non rentabilité ». Ni le comité d'entreprise, ni le PDG, ni les représentants du personnel, ni le conseil d'administration, ni les services de l'emploi et de la main-d'œuvre n'ont été consultés.

Chausson à Maubeuge, le conflit HK Portes risque encore d'accroître le nombre élevé de chômeurs que compte le Hainaut français et d'accélérer son déclin économique.

● DEBOISSY - Montigny-les-Cormeilles (Val-d'Oise). Chef scout... patron de combat : chez Deboissy (petite entreprise d'articles de pêche), 21 ouvriers, très jeunes pour la plupart à qui on a promis beaucoup. C'est la grève, après exclusion du délégué CGT. Les salaires sont très bas (1 030 F pour 45 h, pour 70 % du personnel), et on ne joue plus au petit jeu de l'embauche « copain, copain » entre patron et travailleurs. Il y a aussi un petit différend sur le plan syndical : la CGT a dit aux 15 ouvriers qui menent la bagarre de retourner au boulot. Mais il y a quand même quelques gars décidés à continuer le combat. Ce qu'ils demandent : 1 300 F minimum, 250 F pour tous, le 13ème mois, le retour aux 40 h, les conditions d'hygiène à améliorer, une révision des grilles de classification. Le PSU soutient ces travailleurs en leur apportant aide financière et matériel.

● LECLANCHE : usine de St-Benoit, près de Poitiers, en grève tournante depuis le lundi 18 mars, grève menée conjointement par la CFTD, la CGT et la CFTC. Objectif : 1 F par heure d'augmentation pour tous. La première entrevue avec la direction n'a rien donné. Le patron a proposé 4,2 % d'augmentation

pour tous et peut-être, pour les plus bas salaires (moins de 1 000 F) à 0,8 % de mieux. Durcissement du mouvement : plus de 60 % du personnel s'est prononcé pour la poursuite de la grève sous sa forme actuelle. A noter la participation totale des grévistes, par équipe. N'oublions pas que Leclanché fait partie du groupe CGE (Rateau, Joint Français, etc...).

● A.E.F. : usine à Chasseneuil, zone industrielle de Poitiers — en grève avec occupation d'usine depuis le 18 mars. Grève menée par la CGT, seul syndicat dans la boîte. Revendications hiérarchisées bien sûr. L'entreprise vient de Bagnolet, près de Paris et a donc les moyens de payer puisque, en Poitou, les salaires sont beaucoup moins élevés que sur Paris et qu'à Poitiers on ne paye pas de patente.

● RHODIA-BESANÇON : ce n'est pas encore la grève, ni l'occupation, mais on s'agit — des débrayages ont actuellement lieu chaque semaine. La direction modifie les horaires et réduit les effectifs (ils sont passés de 3 300 en 1973 à 2 600 EN 1974) ; la production, elle a augmenté de 50 %. On parle même, dans un proche avenir, de laisser tourner les machines seules, avec une mini-équipe de surveillance. La grande raison : la crise pétrolière. Le climat est chaud. Et nos camarades de Besançon n'ont guère l'habitude de se tromper sur les luttes qui bougent !



2.800.000 exemplaires !

C'est le tirage atteint actuellement, en Angleterre, en Allemagne, dans les pays nordiques et, naturellement, au Japon, du livre d'un des plus éminents sexologues de ce pays, le docteur SHA KOKKEN. Ce chiffre suffit à exprimer la nécessité d'un tel ouvrage.

Le sexe et sa technique, par le texte et par l'image... Le titre peut choquer. Il ne choquera que ceux qui n'ouvriront pas le livre du docteur Kokken.

Pour la première fois, un médecin ose dire ce que chacun de nous devrait penser - on apprend tout aux hommes, sauf ce qui leur est essentiel : l'amour. Pourtant, que d'échecs, de drames, d'insatisfactions pour n'avoir pas admis cette évidence ! Il n'est pas possible pour un amour vrai, de séparer ce qui vient du corps de ce qui vient de l'esprit.

Il a fallu sans doute bien du courage et beaucoup de vraie simplicité au docteur Kokken pour réussir cette gageure, un livre qui met l'amour en images sans tomber à aucun moment dans la pornographie. Les petites poupées du médecin japonais ne heurteront qui que ce soit. Elles ont la franchise et la fraîcheur de contes pour ces adultes qui ne sont, trop souvent, que des enfants devant l'amour.

EDITIONS GUY DE MONCEAU - WAG. 34.62
34, rue de Chazelles, 75017 PARIS
CCP Paris 67-47-57

Prix : 55 F, par chèque, mandat ou C.C.P. - Avion : 70 F
Aucun envoi n'est fait contre remboursement, ni payable à réception

Veuillez m'envoyer « Sexuelle Technik » - T.S.

N°.....
Adresse.....
Mode de règlement.....

USA même les Indiens...



De notre correspondant.

Sur l'affiche dans l'autobus, le regard perdu dans le lointain, un vieil Indien au visage travaillé par le temps et les peines exprime la sérénité des sages ; de son œil droit coule une grosse larme, épaisse comme les souffrances et les reproches. Légende : « Pollution : It's a crying shame » (C'est à en pleurer de honte). Cynisme ou remords des descendants du général Custer, qui transforment en alibis écologiques les victimes d'un massacre séculaire qui fut la première grande pollution du Nouveau Monde ? L'un et l'autre sans doute, mais qu'importe aujourd'hui... Qu'importe puisque le 27 février dernier, dans un petit hameau du Dakota du Sud, au cœur de la réserve de Pine Ridge, une poignée de Sioux Oglalas ont, d'un geste symbolique, effacé le temps et les peines, balayé les souffrances et les reproches, écarté les alibis. Tout a commencé à Wounded Knee, ce village où eut lieu l'un des plus sinistres massacres de la conquête de l'Ouest.

L'arrivée rapide et massive de journalistes de tous les pays du monde n'a pas peu contribué à transformer l'occupation en reconstitution folklorique. La télévision, surtout, semblait vouloir à tout prix tourner là le western à l'envers qui lui permettrait de se racheter d'années et d'années de ces autres westerns dont John Wayne est le héros.

le feu à la plaine

Tout a commencé à Wounded Knee, quand Russell Means s'était fait attaquer, en février 73, devant l'épicerie du village par une bande de nerfs qui servent de police sur le territoire de la Réserve et sont à la dévotion du président du Conseil Tribal, Richard Wilson. Ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase et le signal de la révolte à la fois contre le Conseil Tribal et le Bureau des Affaires Indiennes, l'agence gouvernementale qui contrôle les Réserves pour le ministère de l'Intérieur. La longue liste des abus longtemps endurés revient comme une mélodie : Wilson, pratiquant un népotisme éhonté, embauchant femme, fils, bru à prix d'or, utilisant sans retenue les pouvoirs de police que la décentralisation américaine confie à ces tyrannaux de village qui portent ailleurs le nom de *shériff*, doublant d'autorité son propre salaire, refusant de porter devant le Conseil Tribal la discussion d'un contrat de plus de deux cent cinquante mille dollars pour la construction d'une école, licenciant ses opposants politiques, entretenant sur toute la Réserve autoritarisme, paternalisme et misère.

Puis c'est la cause même de cette corruption qui est prise pour cible : la situation de colonisés de l'intérieur des Indiens aux Etats-Unis, incarnée à la fois par l'institution et la gestion du Bureau des Affaires Indiennes. Les chiffres sont incapables de traduire la misère sordide qui règne sur bien des Réserves, mais ils n'en sont pas moins éloquents : les Indiens forment 7 % de la population du Dakota du Sud mais 35 % de sa population pénale ; la mortalité infantile des Indiens est six fois supérieure à la moyenne nationale mais le revenu annuel *per capita* est six fois inférieur à la moyenne nationale. « J'ai découvert », explique R. Roubideaux, avocat de Rapid City (Dakota du Sud) qui coordonne la défense des militants de l'American Indian Movement, « que sur certaines réserves, 90 % des terres sont exploitées par des fermiers blancs qui s'enrichissent avec les ressources indiennes. »

Avant Wounded Knee, il y avait eu des flambées de révolte : à Scottsbluff (Nebraska), à Rapid City, à Custer — ville symbolique s'il en est — où le tribunal faillit être brûlé. « Quand les bâtiments ont commencé à brûler à Custer », poursuit Roubideaux, « j'ai compris que pour nous la fuite hors d'Egypte avait commencé. » Parce qu'à Wounded Knee, une étincelle a craqué qui a mis le feu à toute la plaine de la mémoire indienne. Quelque deux cents Indiens représentant soixante-quatre tribus, venus de tous les coins des Etats-Unis et même du monde, armés de cette « idée dont le temps est venu » et de quelques fusils, ont tenu tête pendant soixante et onze jours à la police et à l'armée des Etats-Unis...

On peut citer, pour illustrer l'exemple donné par Wounded Knee, le cas de ce groupe de la « nation Seneca » (une tribu Iroquoise d'une réserve de l'Etat de New York) qui vient d'annoncer, dans une sorte de déclaration « d'indépendance », qu'il « répudiait et dénonçait toute juridiction du ministère de l'Intérieur des Etats-Unis, et de l'Etat de New York » sur les tribus Indiennes de leur ressort.

Il faut également mettre au compte de ce réveil politique et moral l'exigence formulée de plus en plus fréquemment par les jeunes Indiens de pouvoir apprendre la langue, la religion et les coutumes traditionnelles de leur peuple. Et de réclamer le respect des anciens traités.

les mensonges des langues fourchues

« Entre 1778 et 1871, dit un document officiel du Sénat américain, 370 traités ont été conclus avec des tribus indiennes et ratifiés par le Sénat. Ces traités étaient considérés comme ayant la même valeur que les traités avec des pays étrangers, en vertu de l'article 2, section 2, de la Constitution. » La Cour Suprême ayant affirmé à maintes reprises (jusqu'en 1940) que les traités n'avaient pas été dénoncés par le gouvernement américain, la défense préparée par le staff de 50 avocats des inculpés de Wounded Knee repose sur le double argument politique et juridique que les arrestations sont arbitraires et illégales puisqu'opérées sur un territoire hors de la juridiction des U.S. marshalls.

« Nous pourrions dire à l'homme Blanc, explique encore Roubideaux, ce que certains Blancs disent aujourd'hui aux Noirs : retourne d'où tu viens... » En dépit de ses apparences chimériques, l'exigence du respect des traités est essentiellement politique et l'A.I.M. n'a pas l'intention de « bouter le yankee hors d'Amérique ». Il sait même qu'il n'a guère d'espoir de mener à bien sa lutte de libération qu'en s'alliant avec les autres laissés-pour-compte de l'Amérique blanche : les Noirs et les Chicanos.

Mais pour l'A.I.M., l'exigence d'auto-détermination, d'abolition du B.A.I., de non-ingérence du gouvernement des Etats-Unis dans les affaires indiennes, tout comme la bataille électorale qui a permis à Russell Means, sur un programme « autonomiste », et malgré les pressions et la corruption, d'arriver à quelques centaines de voix de Dick Wilson dans l'élection à la présidence du Conseil Tribal de Pine Ridge, ont surtout une fonction pédagogique : permettre le réveil, le rassemblement et l'organisation des masses indiennes. Tout comme les *Panthers Noirs* dans les ghettos, ils organisent des crèches, des centres d'aide aux indigents, des centres de réhabilitation des alcooliques, des écoles indiennes. La conquête des institutions tribales leur serait d'un apport précieux dans cet effort d'organisation. « Wounded Knee, estime R. Roubideaux, aura fait beaucoup pour l'influence de l'A.I.M. »

Au pays dont la reine est la publicité, ils ont conservé ce respect de la parole donnée, du langage fondamental et incapable de mensonge ; d'où leur attachement à ces traités tant piétinés, d'où aussi leur volonté de prendre au pied de la lettre les *credos* de la mythologie américaine : « Nous ne faisons que réclamer, s'étonne Roubideaux, ce que proclame le serment d'allégeance au drapeau que tous les écoliers américains prononcent chaque matin : liberté et justice pour tous... Même pour les Indiens. » Indifférents aux vicissitudes de la politique américaine, ceux pour qui les Blancs restent d'abord les « langues fourchues » ne se sont pas émus de Watergate.

Les présidents passent, les bureaucrates chargés des affaires indiennes restent, la misère s'accroît. Des priorités de l'heure sont la défense des inculpés et l'attaque, en profitant de la récolte des fruits de Wounded Knee pour renforcer le mouvement. « Faut-il s'attendre à d'autres Wounded Knee dans un avenir proche ? », ai-je demandé pour conclure à Ramon Roubideaux. Un éclair malicieux passe dans ses yeux quand il me répond : « Possible. On peut avoir la tentation de recommencer. » Il y a des gens qui s'agitent sur la piste des traités violés.

Jean-François MERLE ■

COMITE « CHILI » : un acquis à sauvegarder

Les assises du Comité de soutien à la lutte révolutionnaire du peuple chilien ont réuni, les 23 et 24 mars, à Orsay, 300 délégués de comités de base de la région parisienne et de la province. Objet : élaborer une plateforme, définir l'organisation du mouvement et élire une direction.

de leçons pour les révolutionnaires français. Il s'agissait notamment de rectifier par l'information les images déformées du Chili : pays « marxiste » pour la droite, modèle pour la gauche traditionnelle, expérience réformiste pour l'extrême-gauche. Le putsch a amplifié et modifié l'action du Comité de soutien, qu'apportaient alors divers mouvements (PSU, Rouge, Révolution, PLC...).

Le 24 novembre, les comités décidaient d'élire une coordination nationale. Le collectif restait chargé des contacts avec la résistance chilienne et des envois de fonds ; son pari était de montrer qu'il était possible de créer en France un mouvement de masse autonome par rapport aux organisations qui le soutiennent.

Ce pari a été en partie gagné : la richesse des informations données sur le Chili obligeait un certain nombre de militants d'extrême-gauche à revoir leurs schémas et à assouplir leurs positions. La fermeté des positions du collectif a souvent contraint les militants des comités à se définir par rapport à lui et à accepter de jouer franchement le jeu du mouvement de soutien dont l'autonomie fut ainsi acquise mais en partie seulement, car sans cesse remise en cause. Ainsi, chaque semaine, Rouge publie une analyse sur le Chili que ses militants réinvestissent — avec plus ou moins de maladresses — dans les comités de base. Et de ce fait, ces comités ont été souvent obligés de se définir par rapport à ce genre d'analyse.

La plateforme adoptée s'articule en deux parties : une analyse rapide de l'UP où sont rappelées le haut niveau de conscience atteint par les masses populaires et l'hégémonie du réformisme au sein de l'UP, dont le putsch masque l'échec. La plateforme s'attache ensuite aux conditions actuelles du combat, décrit les deux lignes qui traversent la résistance (« démocratie avancée » ou instauration du socialisme, référence ou non à la lutte armée). Le Comité accorde son soutien privilégié à l'aile révolutionnaire, en assumant les compromis tactiques que

celle-ci passe avec les réformistes (par exemple, envoi d'argent au secrétariat de Rome où les révolutionnaires disposent d'un pourcentage sans rapport avec leur force sur le terrain.)

La deuxième partie décrit la nature du soutien « dont les caractères répondent à ceux de la résistance elle-même : un soutien de longue durée, un soutien politique, un soutien de classe », souligne la nécessité de passer à une nouvelle étape « en élargissant la base politique du mouvement » et lie ainsi le soutien au Chili aux interrogations que se posent les travailleurs français dans leurs propres luttes.

Si le danger reste grand d'une cartellisation du Comité (les Jeunesses socialistes l'ont quitté), ces assises ont montré que nombreux étaient les militants conscients d'un tel risque. On ne doit pas oublier que le Comité a su, jusqu'ici, exprimer un soutien politique efficace à la lutte des révolutionnaires chiliens et dénoncer avec force les complices de la junte. Cet acquis doit être sauvegardé pour que continue à se développer la lutte anti-fasciste.

Daniel GERAND ■
● Adresse du Comité : 2 rue de Vauvilliers - 75001 - Paris Tél. 236.57.15 - 236.56.90.

PROCHE-ORIENT

le sionisme
contre la Palestine

L'interview accordée par Nayef Hawatmé à un journal israélien n'a pas été sans susciter des réactions à l'intérieur même d'Israël. Le leader du Front Démocratique n'a fait d'ailleurs que rappeler des positions qui sont, depuis longtemps, celles de son mouvement marxiste et révolutionnaire : la résistance comme lutte de classes et pas seulement comme lutte nationale ; la résistance comme partie intégrante de la lutte des masses arabes contre la réaction arabe ; un objectif : un Etat palestinien réellement démocratique et laïc, donc laissant sa place à la communauté israélienne ; des moyens, à savoir une action révolutionnaire menée conjointement par les Palestiniens et par ceux qui, en Israël, refusent le sionisme et la domination de la classe actuellement au pouvoir.

Nayef Hawatmé a également constaté que le gouvernement israélien actuel refusait de reconnaître les droits du peuple palestinien. Pour « tester » Israël, tenter de débloquent la situation, proposer des étapes, Hawatmé, en union avec l'O.L.P., affirme que « l'établissement d'un pouvoir national palestinien indépendant et le retour des réfugiés constituent des initiatives importantes sur la voie d'une solution démocratique ultérieure du problème ».

Ces propositions ont reçu, jusqu'à présent, en Israël, un accueil mitigé. On a feint de croire que la Résistance palestinienne s'essouffait et qu'elle envisageait un Canossa, ou du moins des concessions fondamentales. Ou bien on a prétendu que la reconnaissance des droits des Palestiniens par Israël devait s'échanger contre celle de l'Etat d'Israël actuel par les Palestiniens. Ce piège de la reconnaissance réciproque est particulièrement nocif car, dans l'opinion publique il équivaut à placer sur le même plan l'agresseur et l'agressé, l'opresseur et l'opprimé. Ou bien encore — c'est la position de sionistes marxistes —, on fait dire à Hawatmé qu'il préconise deux Etats indépendants, l'un juif, l'autre arabe et que les frontières de ce dernier, palestinien, se-

raient celles de la Judée, de la Samarie et de Gaza, une fois pour toutes !

Or, Hawatmé met en relation la satisfaction des droits des Palestiniens en ce qui concerne la Cisjordanie et Gaza avec la recherche d'une solution radicale et démocratique basée sur l'établissement d'un Etat démocratique palestinien où Arabes et Israéliens jouiraient des mêmes droits dans l'ensemble du territoire palestinien. Le « dialogue démocratique » dans ce but ne pourrait être mené à bien que par les « Palestiniens progressistes et démocrates » et par les « Israéliens hostiles à l'impérialisme et au sionisme »

« contre Israël »

Que les choses soient claires. Avec le FDPLP, nous faisons une analyse de classe de la situation au Proche-Orient. L'histoire du sionisme a montré amplement que sous le couvert de concepts religieux, tels que celui du « peuple élu ». les féodaux juifs ont pu masquer les contradictions de classe et créer des oppositions, dont ils ont profité, entre les Juifs et les non-Juifs. Durant les années de la conquête et après 1945, le capitalisme juif a utilisé les ar-

mes idéologiques (loi du retour, thème de la terre promise, et le mythe de l'unité de tous les Juifs en Israël, etc.) pour bâtir une colonie du peuplement au service de privilégiés. Il a profité de son affrontement avec le capitalisme européen et des souffrances que cela a engendré durant la guerre mondiale pour le peuple juif, pour isoler le prolétariat juif du prolétariat des pays d'origine des Israéliens et du prolétariat des pays arabes. Il a lié enfin le sort d'Israël à l'impérialisme américain. Ainsi le sionisme a-t-il œuvré, en fin de compte « contre Israël », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Weinstok. Le sionisme est un obstacle majeur sur la route de la paix et du socialisme au Proche-Orient.

Si les Israéliens ont tant de mal à saisir aujourd'hui exactement ce que veut dire Hawatmé sans déformer ses propos à leur profit, c'est qu'ils sont encore victimes du sionisme, chauvin et expansionniste. A eux de s'en débarrasser, d'inventer une nouvelle façon de vivre en tant qu'Israéliens et ainsi de faire la preuve qu'ils reconnaissent pleinement les droits nationaux du peuple palestinien. A ce prix ils pourront participer, à droits égaux, au futur Etat démocratique palestinien, pluri-communautaire.

Car on ne peut faire comme si l'histoire n'avait pas eu lieu : le peuple palestinien a été frustré de sa terre, et sa terre, toute sa terre, doit lui être rendue. L'Etat d'Israël a été créé par une décision des « Grands » mais il a été édifié contre la volonté des peuples arabes et sans consultation des populations qui vivaient en Palestine. Il ne peut y avoir de paix et de justice aussi longtemps que les Etats ignorent et bafouent les décisions de la communauté mondiale exprimées par les résolutions de l'ONU, systématiquement négligées par Israël, tant en ce qui concerne les territoires occupés qu'en ce qui concerne les réfugiés palestiniens.

Il y a donc un préalable nécessaire à tout « dialogue démocratique » : la destruction du sionisme. Cela implique l'accroissement du rapport des forces favorable à la résistance dans les territoires occupés, le développement de la lutte progressiste au sein même de la classe ouvrière israélienne et parmi les Juifs orientaux résidant en Israël, véritables « laissés pour compte » de la société sioniste, l'élimination de l'appareil d'Etat actuellement aux mains de Golda Meir et de Moshe Dayan, la prise du pouvoir par les travailleurs israéliens et arabes, redécouvrant leurs intérêts communs de prolétariat révolutionnaire dans l'ensemble du Proche-Orient.

aucune
oppression

Hawatmé confiait à « Africasia », en 1971 : « Nous entendons bâtir un Etat démocratique et socialiste où Israéliens et Arabes jouiraient des mêmes droits, un Etat où il n'y aura aucune forme d'oppression, où le pouvoir, tout le pouvoir sera exercé par les conseils des ouvriers et des paysans. C'est dans ce sens d'ailleurs que nous entendons la destruction de l'appareil d'Etat sioniste. Le futur Etat sera intégré dans une fédération ou une confédération arabe. Peu importe la forme d'organisation ; ce qui importe c'est le mode de pouvoir ».

Les Israéliens savent maintenant ce que veulent les Palestiniens.

Les Palestiniens poursuivent leur lutte. Elle sera longue. Il faudra des étapes. Accordées au but final : une société socialiste.

Jean CORDAT ■

TEP
direction Guy Robert - théâtre national
du 5 avril
au 15 mai **Milan KUNDERA**
**LES PROPRIÉTAIRES
DES CLÉS.**
17 rue malte-brun - Paris 20e
m° gambetta - tél. 636.79.09

en bref

● Dans la série « les grands bides de la semaine », Jobert figure en bonne place : sa diplomatie ne lui vaut que des succès ! En témoigne l'ajournement du « sommet européen » qui devait se réunir prochainement sous la présidence allemande. Brandt a préféré ne pas renouveler la farce du précédent sommet de Copenhague, convoqué à la hâte sous pression française et qui a sombré dans le ridicule. Ce nouvel affront à la « grande politique européenne » de Pompidou sera durement ressenti à Paris, où la modestie des critiques portées par les parlementaires de la France aux agressions verbales anti-européennes de Nixon, voire l'approbation tacite ou explicite de ces dernières, a fort irrité.

L'Europe, décidément, ne va pas mieux. Les rivalités impérialistes la minent, pendant que l'empire des multinationales s'y consolide et s'y étend. L'impudence de Nixon se comprend : il s'agissait de mettre les faits en accord avec le droit. Mais ce serait la fin du « mythe européen » dont le rôle idéologique n'est pas mince pour les gouvernements conservateurs de la CEE. Aussi, faut-il s'attendre à la poursuite de l'alternance actuelle entre une dislocation — réelle — de l'Europe et des gains — apparents — de l'unité européenne. Après tout, si les Européens veulent « jouer à l'Europe », Nixon et les multinationales s'en moquent... L'essentiel se passe ailleurs, dans le contrôle économique, financier,

et bientôt politique, qu'ils prennent peu à peu sur la société européenne.

● Les vrais problèmes, en effet, se traitent ailleurs, et d'égal à égal avec l'adversaire. Kissinger est allé à Moscou tenter « une percée conceptuelle » (selon ses propres termes) pour entamer une nouvelle étape de la réduction des forces nucléaires. Apparemment, il n'y est pas parvenu complètement. Difficile d'évaluer « l'équivalence globale » de l'arsenal stratégique, quand les supériorités se marquent sur des types d'armes différents : en gros, supériorité soviétique pour le mégatonnage, supériorité américaine pour la précision. Quasi impossible de se mettre d'accord sur les moyens de contrôle, qu'on laisse pour le moment aux instances nationales (avec quelle garantie ?). Enfin, pas commode de faire admettre aux Soviétiques la permanence de « bases avancées » américaines qui menacent très directement le territoire soviétique. L'impression que l'on retire de ces contacts est celle d'une impuissance frappante des autres nations à peser en quoi que ce soit sur un sujet aussi fondamental... Raison de plus pour construire une Europe socialiste où nous pourrions, peut-être, décider davantage de notre vie ou de notre mort.

● Faut-il interpréter le relatif échec de Kissinger auprès de Brejnev comme consécutif à « l'agonie politique » de Nixon, qui lui retirerait l'essentiel de sa crédibili-

té ? Toujours est-il que la tendance favorable à décréter « l'impeachment » du président des Etats-Unis s'élargit, au point qu'elle serait à présent majoritaire au Congrès : le système institutionnel américain serait alors globalement en cause. Watergate — et le reste — constituerait de ce fait un événement essentiel de la période actuelle, dont la portée n'est pas encore discernable dans la mesure où une alternative politique réelle ne semble pas prête à se faire jour en Amérique.

● En Amérique Latine, la situation paraît rapidement évolutive. Face au bloc fasciste (Bolivie, Brésil, Uruguay, Chili) un regroupement des pays pratiquant peu ou prou une politique d'indépendance nationale (Pérou, Mexique, Argentine) semble se dessiner, avec comme points communs une certaine emprise sur les richesses nationales et le développement de relations avec Cuba et les pays du Comecon. Ces trois pays se trouvent toutefois dans des situations très différentes, et seul le Pérou semble s'être engagé résolument dans une expérience sociale originale, quoique présentant bien des facettes ambiguës. Mais le caractère des mesures actuellement prises (création d'un secteur « autogéré » dans l'industrie, indemnités des compagnies US mais maintien des nationalisations) paraît accentuer le « progressisme » d'un régime, semble-t-il, bien assis, mais qui conserve cependant

de multiples aspects répressifs (notamment à l'égard des étudiants et des syndicats).

Si l'on juge qu'au Venezuela, la victoire électorale du centre droit (Action Démocratique) s'est accompagnée d'une forte poussée du MAS, parti neuf issu d'une scission du PC et du regroupement de divers courants progressistes, avec pour objectif de « libérer la spontanéité des masses » sur une base de classe, anti-impérialiste, il se pourrait que la situation dans le continent andin soit moins bien contrôlée par les USA qu'il n'y paraît après le putsch sanglant du Chili.

● On ne s'étonnera pas que le Chili inaugure notre rubrique tristement hebdomadaire, des crimes contre l'humanité : le procès inique des dirigeants du MIR à Temuco s'est soldé par des condamnations très lourdes, et chaque jour on apprend le « suicide » de nouveaux détenus, souvent anciens dirigeants de l'UP. Ce qui se passe au Chili, depuis bientôt six mois, est indicible. Il s'agit du massacre d'un peuple, d'une espérance, de tout ce qui eût fait, là bas, la vie plus heureuse, et digne d'être vécue. Aujourd'hui, au Chili, la mort est reine, cette gangrène capitaliste.

Enfin, un député brésilien est poursuivi pour avoir, dans l'exercice de son mandat, critiqué Pinochet. Les amis de mes amis...

Daniel LENEGRE ■

Chicago-sur-Seine (suite)

La fusillade de Puteaux, le procès rocambolesque qui vient de se tenir à Paris, c'est la face visible de l'iceberg : sous les actions d'éclat de ces sherifs de banlieue, il y a l'énorme manne du gaullisme immobilier ; et l'échec lamentable du « socialisme municipal » d'une SFIO agonisante... Serge Mallet, un an avant sa mort, s'était lancé à corps perdu dans cette bataille...

La fusillade de Puteaux, les scandales de la Défense, c'était devenu l'affaire de Serge Mallet en 1972. Un peu par hasard : une étudiante de Vincennes qui suivait ses cours lui avait communiqué des renseignements compromettants pour le président de l'assemblée nationale de l'époque, Achille Peretti, également maire de Neuilly ; et puis une question posée par un téléspectateur lors du débat « **Armes égales** » avec Christian Fouchet lui avait donné l'occasion d'en parler publiquement...

Quelques temps plus tard, c'était la création du **Comité Anti-Mafia** dont il est devenu le principal animateur, avec l'équipe de « **l'Idiot International** ».

Lors de réunions à Puteaux même, il avait alors eu l'occasion de dénoncer ce qu'il appelait « **le génocide culturel de la Défense, ce modèle parfait des agissements du capitalisme moderne** ». Et là, il visait les expulsions, les transferts de populations ouvrières (françaises, pied-noir, ou immigrées) vers la périphérie pour laisser la place aux grands buildings capitalistes.

Quelques semaines avant les élections législatives, un procès l'avait opposé à Achille Peretti justement, qui s'estimait diffamé par un article paru dans « **TS** ». Notre journal en avait pris pour un gros paquet de dommages et intérêts, ce qui n'arrangeait pas une situation peu brillante à l'époque ; mais il pouvait se vanter d'avoir terni pour

longtemps l'image de marque d'un homme qui se croyait intouchable, en exposant par le menu ses relations avec Ceccaldi-Raynaud (corse et ancien commissaire de police, comme lui), ses liens avec la banque **Vernes et Commerciale de Paris** (récemment impliquée, à travers deux de ses directeurs, dans l'affaire de la Garantie Foncière), et le rôle joué par « un certain Monsieur Lemmet », un petit électricien qui possédait à Neuilly une quarantaine d'immeubles et déclarait 58 000 F de revenus annuels au fisc... « **La prise de la mairie de Puteaux, avait conclu Henri Leclerc, l'avocat de Mallet et de « TS », était importante pour bouleverser le projet de la Défense et faire d'un projet social (NDLR : ce qu'était, à ses débuts, le plan de l'aménagement de la Défense) un projet rentable** ».

Mallet dans la même barque que Dardel ? On avait souri, on s'était inquiété : au PS, qui affectait de ne plus connaître ces brebis galeuses héritées de la vieille SFIO ; au PSU, où l'on crai-

gnait un engrenage dans lequel serait entraîné Mallet ; mais surtout à l'UDR, où l'on redoutait que son renfort ne vienne modifier un rapport de forces jusque-là bien favorable pour eux.

Et quel renfort ! C'est Dardel qui le dit, lui dont l'histoire et la personnalité étaient aux antipodes de celles de notre camarade. « **Serge aurait pu être notre député** », m'a-t-il confié lors d'une suspension de séance au procès de la fusillade. « **C'était un type pur ; une figure qui restera. En faisant simplement son travail de révolutionnaire, il m'a ouvert les yeux : c'est lui qui m'a fait comprendre qu'on n'a pas tiré au Rond-Point des Bergères simplement pour garder la mairie de Puteaux, mais parce que c'était indispensable à la consolidation des grands intérêts de la zone de la Défense...** ».

C'est le sens de ce texte écrit par notre camarade quelques mois avant sa mort pour servir de préface à un manuscrit dont aucun éditeur ne voulait et que le sénateur Dardel a dû publier à compte d'auteur : « **Quelle Justice ? Puteaux = Chicago** » (1).

Philippe MARIÉLIE ■

(1) 14, rue Pasteur, 92800 Puteaux - 235 p., 12 F.

l'échec du « socialisme municipal »

L'ancien président du Conseil général de la Seine était pour moi le prototype même du « cacique » social-démocrate, l'un de ces grands notables S.F.I.O. dont les paquets de mandats, entre lesquels il était difficile de déceler le nombre de militants et celui des « clients », faisaient et défaisaient les majorités du parti de Guy Mollet. Je voyais en lui des représentants les plus marquants de ce « socialisme municipal » qui — sous l'impulsion des guesdites — joua un rôle éminent dans la constitution de la classe ouvrière en organisation autonome aux débuts de ce siècle, mais portait en même temps la principale responsabilité de l'intégration progressive de la social-démocratie à l'appareil d'Etat bourgeois.

Le souci de « sauvegarder les conquêtes sociales » acquises au plan local, de bâtir davantage d'H.L.M., de maisons de jeunes, d'établissements sportifs et culturels, celui aussi d'assurer, grâce aux moyens matériels et financiers que procurait la gestion de grandes municipalités, la vie d'un parti toujours empêtré dans d'insurmontables difficultés financières, a trop souvent amené les maires socialistes à constituer un groupe de pression droitier fort efficace sur les partis social-démocrates.

C'est, on s'en souvient, sur l'existence des grandes municipalités socialistes, qu'Edouard Bernstein s'appuyait au début du siècle pour justifier la renonciation du parti à ses objectifs révolutionnaires (...).

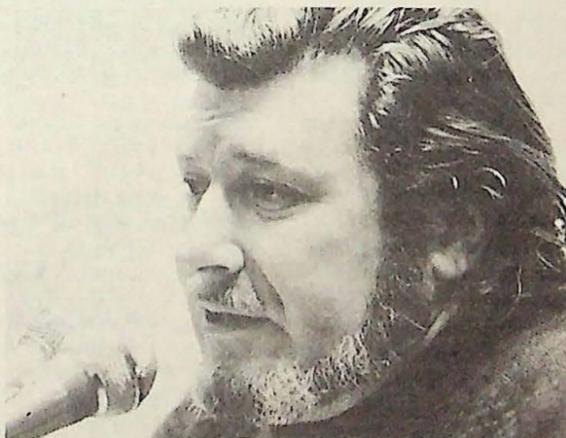
compromis douteux

Que l'on m'entende bien. Militant d'origine ouvrière, je ne traite pas par le mépris les réalisations sociales des municipalités ouvrières (qu'elles fussent socialistes ou, plus tard, communistes). Je sais trop combien Karl Marx avait raison de souligner que « si la classe ouvrière lâchait pied dans son conflit quotidien avec le Capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de grande envergure ». Pour avoir servi de justification à toutes les variétés de réformisme, cette formule de « Salaires, prix et profits » n'en reste pas moins juste. Et la conquête des municipalités ouvrières, avec l'aide qu'elle pouvait apporter aux grévistes, la protection qu'elle pouvait assurer contre la répression patronale ou policière, fut une de ces formes essentielles de résistance.

Mais le souci de maintenir ces bastions allait vite faire oublier le pourquoi de ces conquêtes ; à la limite, pour maintenir les électeurs ouvriers sur place — et conserver la majorité municipale — on vint à émasculer la résistance ouvrière à l'entreprise.

Au plan politique, ce glissement allait s'accroître au fur et à mesure que les attributions accordées par la « légalité bourgeoise » aux municipalités se trouvaient rognées par l'appareil d'Etat. L'importance des investissements publics ne cessait de croître, les charges mises au compte des municipalités ou de leur émanation (les conseils généraux) ne cessant de s'élever, celles-ci allaient se trouver dépendre de

plus en plus étroitement du pouvoir central : le socialisme municipal, dans nos pays occidentaux, en est arrivé à s'accrocher à des coalitions bourgeoises, à entériner les mesures les plus réactionnaires, les politiques les plus rétrogrades.



Le maintien des positions acquises semblait de plus en plus passer par des compromis douteux, des tractations inavouées avec l'adversaire — qu'il fut le préfet représentant le pouvoir d'Etat ou le capitaliste susceptible d'implanter un établissement industriel ou commercial et donc d'assurer des emplois et des impôts locaux.

A ces contraintes « objectives » s'ajoutait d'ailleurs une véritable aliénation idéologique : le culte de l'Etat. La social-démocratie française a, de ce point de vue, été plus loin que les grands partis socialistes de l'Europe du Nord. Même en Suède, où les socialistes contrôlent l'appareil d'Etat depuis près d'un demi-siècle, les organisations ouvrières sont restées — formellement du moins — autonomes. En Allemagne ou en Belgique, en Autriche ou en Norvège, les ouvriers socialistes s'approvisionnent dans les coopératives socialistes, se logent dans les H.L.M. socialistes, se soignent dans les cliniques socialistes.

La S.F.I.O. a, dès 1936, commencé d'abaisser les barrières défensives de la classe ouvrière devant l'emprise de l'Etat ; les jeunes militants ont du mal à imaginer que jusqu'en 1936 les polices locales étaient municipales. C'est le gouvernement de Front populaire qui, en les « nationalisant », a fait entrer dans les cités ouvrières les cohortes prétoriennes de l'Etat bourgeois. Là où les social-démocraties nordiques ont créé de vastes réseaux de santé mutualistes, les socialistes français ont créé la Sécurité sociale étatique, assurant du même coup au ministère des finances la disposition d'énormes réserves monétaires volées aux travailleurs et faisant payer par ceux-ci les super bénéfices des trusts pharmaceutiques et la crapuleuse aisance du corps médical le plus grossièrement réactionnaire de toute l'Europe, exception faite, bien sûr, de l'Espagne, de la Grèce et du Portugal.

De même, c'est à travers la « nationalisation » et non à travers la gestion ouvrière ou la coopérative, née pourtant en France, que les socialistes ont vu la seule alternative à la gestion capitaliste des grandes entreprises ou des services. Le parti communiste a d'ailleurs allègrement arpenté la même voie jacobine dès qu'il a participé aux affaires publiques : création des ministères communistes, les charbonnages de France et l'E.D.F. ont assuré brillamment la relance du capitalisme privé français en faisant supporter aux travailleurs le coût de l'énergie à bon marché.(...)

un cache-sexe

Le plus grave est qu'en abandonnant de fait à l'Etat, dont on sait qui le dirige, même lorsque des socialistes participent à sa gestion, les responsabilités gestionnaires qui leur ont été confiées par les masses populaires, les élus ouvriers se coupent de leur support essentiel, démobilisent les forces qui, seules, pourraient les appuyer contre les empiètements du pouvoir. Et un jour ou l'autre, le sol leur manque. Le socialisme municipal, coquille vidée depuis longtemps de tout contenu populaire, peut devenir le cache-sexe de n'importe quel aventurier retors se couvrant des oripeaux socialistes jusqu'à ce que le conditionnement de la population soit définitivement assuré.

Car une partie de cette histoire de série noire est bien celle de l'irrésistible montée de ce petit policier corse qui, sans avoir jamais eu quoi que ce soit à faire avec le mouvement ouvrier, eût fait grande carrière dans la S.F.I.O. si elle n'eût été écartée pour longtemps du pouvoir à partir de 1958. C'est à partir de la gestion des H.L.M., c'est-à-dire d'une fonction purement administrative, que Charles Ceccaldi-Raynaud a conquis de l'intérieur le pouvoir politique au sein de la plus forte section socialiste de la Seine. Le jour vint où les « clients » de C.C.R. submergèrent les militants.

Ce pouvoir municipal, marche-pied d'une carrière plus prestigieuse, eût pu rester formellement « socialiste » si les besoins du capitalisme français n'avaient pas choisi Puteaux pour un autre usage. Mais ce qui est ici exemplaire, c'est comment, de concession en concession, le socialisme municipal en vint à créer les conditions de sa propre destruction.

Le petit mercenaire corse en mal de destin politique n'eût pas été là qu'il s'en fût trouvé un autre. Coupée de ses racines populaires, ayant transformé sa base en clientèle, la S.F.I.O. n'avait plus la possibilité de résister aux coups du sort : et sa seule réaction en 1958 fut de s'accrocher désespérément, en parasite, aux basques d'un orgueilleux régime qui ne voulait point d'elle. La remontée des abîmes fut longue : au moment où le Parti Socialiste peut envisager, après une éclipse de quinze ans, de revenir au pouvoir, il a grand besoin de méditer sur sa propre histoire récente (...)

Serge MALLET ■

BALADE AUTOUR DE LA CHANSON

4. pas la peine de vous affoler !

Fin et apothéose de notre feuilleton sur la chanson : nous avons recueilli le témoignage d'un chanteur (7 ans de métier, 5 disques 30 cm, 15 000 exemplaires). Il s'appelle Jacques Bertin. On n'a même pas eu besoin de se déplacer.

Je suis venu à la chanson parce que j'étais originaire des classes moyennes : un groupe social pour qui la culture, c'est simplement le bagage qu'on donne aux enfants pour « réussir dans la vie ». Le moyen d'expression le plus immédiat — et le seul — qui fût à la disposition d'un adolescent des années 1960, c'était évidemment la chanson. Les fils d'avocats, eux, font de la littérature...

Un jour, vers 17 ans, j'ai rencontré Eddie Barclay. Ce cher Eddie m'a proposé un « contrat d'option », c'est-à-dire qu'il prenait une option sur moi : il se réservait la possibilité de me faire enregistrer un disque s'il le jugeait bon. De mon côté, je m'engageais à ne pas signer ailleurs. C'était un contrat de trois ans. Pendant trois ans, Eddie s'engageait à réfléchir. J'ai réfléchi trois minutes et je n'ai pas signé. Certains de mes amis ont signé (chez lui ou ailleurs, car le procédé est général) et n'ont jamais fait de disques.

Je suis rentré dans une toute petite maison de production. Beaucoup n'ont pas eu cette chance : ils ont préféré se livrer à une grande boîte. Et pour eux, il s'est passé ceci : on leur a fait, la première année, un très beau disque. Et comme ce disque n'a pas fait un triomphe, la deuxième année on leur a demandé de patienter avant de recommencer...

Il faut dire que la généralisation de la pratique du tube a eu une influence sur l'emploi dans les maisons de disques : il n'y a pas besoin de qualification artistique pour vendre Sheila. A l'inverse, tout ce qui dépasse le niveau Sheila apparaît dorénavant comme de l'hébreux au personnel des radios et des producteurs.

Donc, j'ai eu la chance de tomber sur une toute petite maison. Nous y faisons des disques dont le prix de revient (frais

d'enregistrement) est peu élevé : le seuil de rentabilité est plus vite atteint. Ce qui a les inconvénients de ses avantages : nous avons la liberté. Mais nous avons été bouffés par les trusts. En effet, la maison à laquelle j'appartenais n'avait pas assez de production pour rentabiliser son personnel et ses représentants. D'autre part, elle n'était pas assez riche pour se payer les relations publiques qui lui auraient permis de contrôler les radios. Bref, on a dû vendre à une grosse firme qui, par ailleurs, est liée à une radio et à une fabrique de lance-missiles. Mystères de la libre entreprise.

trois sortes de gars

Mon producteur a malgré tout continué à enregistrer des disques. Je suis resté chez lui parce qu'il a été longtemps lecteur de **Tribune Socialiste**. Il a dû confier la distribution de ses nouveaux enregistrements à une grande société qui lui pompe 33 %.

J'ai fait du cabaret. Peu. On y gagne 31 F par soirée et on s'y ruine. D'ailleurs, des cabarets, il n'y en a presque plus. La TVA les a tués (les boîtes qui passent des disques payent moins d'impôts que celles qui font jouer des musiciens).

Je chante dans les centres culturels. Mais puisque Comiti leur a mis la maladie, ils meurent d'asphyxie. D'autre part, ils n'ont pas de budgets suffisants pour permettre à un artiste de travailler dans de bonnes conditions (payer des musiciens, etc.) Les maisons de la culture qui, elles, pourraient le faire, ne le font pas : elles sont dirigées par des hommes de théâtre qui ne pensent pas que la chanson vaille la peine de perdre de l'argent : pas assez noble.

Tout cela me laisse du temps pour écrire dans les journaux.

Beaucoup de mes amis méprisent la radio et la télé autant que moi. Mais, plutôt que de se condamner au silence, ils préfèrent flirter avec et tenter de pla-

cer leurs chansons. Pour un chanteur révolutionnaire, c'est certainement la voie la plus raisonnable. Donc, ne les traitez pas de récupérés si vous les voyez faire la risette à Chancel.

Ça fait sept ans que je fais ce métier. Il y a trois sortes de gars : ceux qui le méprisent, ceux qui s'en moquent, et ceux qui s'en servent. Ceux qui s'en servent, nous en avons parlé dans les quatre derniers numéros de TS. Ceux qui s'en moquent, sont la majorité. Comme ils s'en moquent, ils sont vulnérables à la pub et à la mode. Ce sont les consommateurs rêvés.

Ceux qui méprisent la chanson, ce sont les universitaires. On les comprend : c'est dur de secouer toute cette poussière qui tombe des livres entassés et vous courbe les épaules depuis Guterberg...

Et puis, aussi certains révolutionnaires qui croient qu'un de ces jours « vous verrez, après la révolution, y aura plus besoin d'artistes. Alors commençons par le commencement : supprimons les artistes ! ». C'est pas la peine de vous affoler, les gars, la bourgeoisie s'en charge.

Propos recueillis par moi-même J.B. ■

c'est ça l'animation

Il y a crise de l'animation à Brest. Rien de bien original : les édiles réprimant les animateurs qui eux, tentent de faire le joint avec la population. Pas original ? Non, mais exemplaire.

Exemplaire d'une certaine manière de concevoir l'animation comme une prise en main du peuple : bureaucratique, hiérarchisée, sans rapports avec les besoins, sans lien avec les préoccupations des usagers. Exemplaire aussi à un autre point de vue : Brest, c'est la démonstration par l'absurde de ce qu'il faudrait faire...

L'animation à Brest, c'est l'AGESE, une association présidée par le maire et dont le conseil d'administration ne comprend aucun membre élu. Cette association fut créée en 1959 pour remplacer un office municipal où étaient fédérées 47 associations. Cet office était, paraît-il « soupçonné de servir une politique antimunicipale dans des locaux et avec des finances appartenant à la ville ».

L'AGESE gère sept centres sociaux, cinq maisons de jeunes, construits pour la plupart dans des quartiers ouvriers. Là où existaient des comités de quartiers, l'AGESE a exigé qu'ils se sabordent. Ils ont été remplacés par des comités d'animation sans pouvoir. Ceux-ci, par exemple, ne gèrent que 5 % des budgets des centres. Les 95 % qui restent sont gérés en haut de la hiérarchie. C'est que l'AGESE est un organisme centralisé (et bureaucratique : les animateurs ne représentent que le cinquième du personnel). Mais écoutons plutôt le directeur de l'AGESE :

« L'AGESE n'est pas un regroupement d'usagers... Il est inévitable que les actions ne coïncident pas entièrement avec la volonté des habitants du quartier ». D'ailleurs, « il est impossible de déterminer clairement les besoins des quartiers et la volonté des usagers (...). On part des usagers, des besoins, de leurs désirs. Cela est exprimé aux responsables de centres qui jugent de l'opportunité de l'action et en réfèrent à la direction de l'AGESE qui déterminera

si l'action doit être menée ou pas. Ensuite, cela redescend... »

C'est ça « l'animation ». Un office centralisé où un directeur non élu tient en main son monde en évitant que les usagers puissent prendre des initiatives. Et pourtant, des initiatives, il y en a eu : les animateurs ont pris contact avec les militants pour lancer des actions (pièce de théâtre sur le thème des loyers HLM par exemple). Chaque fois, la direction de l'AGESE a tapé sur la table : mutations d'animateurs, etc. « C'est que, vous comprenez, comme explique M. Cousin, le directeur « les animateurs doivent se considérer comme des militants, mais l'AGESE n'est pas une association militante qui a un message à donner ».

Pourquoi militent-ils alors ? Et à quoi sert l'AGESE ? Vous avez deviné : ils doivent militer pour tenir en main la population. Et l'AGESE sert à empêcher l'anarchie.

Que nos camarades de Brest ne nous en veillent pas : nous n'allons pas raconter ici les péripéties de la lutte qui oppose en ce moment la population et les animateurs à la direction de l'AGESE et aux notables de Brest. Simplement, cette affaire montre bien contre qui est faite l'animation... J. B. ■

quand Ernest Latoile parle de ce qu'il sait...

TS vient de s'adjoindre un nouveau collaborateur : Ernest Latoile. Nous lui avons en effet demandé de remplir, aussi souvent que son inspiration le lui permettra, la colonne « regards politiques » sur le cinéma. Nous vous présentons, cette semaine, dans un entretien exclusif, ce personnage haut en couleur et pourtant méconnu.

● Ernest Latoile, avez-vous votre patente de critique de cinéma ?

— E.L. : Bien sûr que non ! Je suis un cinéphage indépendant et, à ce titre, je ne mange pas au ratelier des producteurs de films. C'est-à-dire qu'ils ne m'invitent pas. Je vais au cinéma comme n'importe qui, comme bon me semble, selon des critères à moi, qui ne sont pas forcément bons d'ailleurs — on y reviendra. Oui, je me paie une toile comme ça, avant ou après mon boulot. Et même pendant... mais ça, hé, faut pas l'écrire, hein.

● Hola, pas de danger voyons ! Mais, dites-nous, quel est votre boulot ?

— E.L. : Projectionniste.

● ??? !...

— E.L. : Bah oui, dans une salle de Belleville, là où on passe que des films arabes. Non, je comprends pas mais on s'y

fait. Ça donne des idées sur le ciné populaire. Enfin, quelques idées. Et puis, j'ai une combine...

● ... On s'en serait douté...

— E.L. : ... Oui, merci. Voilà : à plusieurs projectionnistes, on s'est organisé un réseau : Allo Paulo ? Ici Nénésse. Je vois que t'as une pelloche (c'est comme ça qu'on dit) pas trop conne. On permute ce soir ? T'as quoi, toi Nénésse ? C'est « Ali Baba et Fatima au sérail », tu dois pas connaître. Non ça me dit rien, OK c'est bon.

Vlan ! Et c'est comme ça que j'ai vu « Les 40 samourai de Tchang Kai Chek ». Pas mal.

● ... Ouais... Mais c'est limité comme genre. Et, pour nos « regards politiques », ça me donne des angoisses...

— E.L. : D'accord, je vois ce que vous voulez dire. On peut aussi voir des navets (c'est comme ça qu'on dit, nous autres, gens des cabines. Jean de Bory et Jean-Louis Barocelli disent « chefs d'œuvre »). Par exemple, la semaine dernière, Abdel me téléphone — Abdel est projo au « 3 Luxembourg », au quartier Latin. Il me dit : Nénésse, ça va faire six mois que je déroule et renroule la même pelloche. Ça me donne le mal du pays. On permute ? Pas de refus ! que je lui ai fait.

● Et vous avez vu quoi ?

— E.L. : « Harold et Maude » : vraiment un magnifique, énorme navet. Enfin, un chef d'œuvre comme on dit d'écrire les autres. Dire que ça fait plus d'un an qu'il passe à Paris et j'avais jamais vu. Eblouissant ! (j'ai demandé une prolongation à Abdel. Ça tombait bien, lui aussi était ébloui de son côté). Voilà un film, mon cher — attention là, vous notez bien, hein, je vais pas répéter. Oui, un film... cosmique, dirais-je dans un accès de pédanterie. C'est un appel à la vie. V - I - E. Ça flambe. C'est révolutionnaire ça, comme vous dites dans votre journal.

● Va falloir vous y faire, mon cher...

— E.L. : Alors, je dirai même que c'est un des trucs les plus subversifs que j'ai jamais vus. Enfin, quoi : un gosse et une vieille de 80 berges qui tombent (façon de parler) amoureux-fous l'un de l'autre. Et c'est beau. Et on ne trouve pas ça « anormal », « contre nature ». C'est des fleurs merveilleuses, que je vous dis. C'est une prairie étoilée. Ça respire. Ça rigole. Ça pleure. Ça vit. Voilà. Pour un peu j'emploierais des mots au-dessus de ma condition. Ah là là !

● Allez, pas de modestie superflue, monsieur Latoile, vous aviez trop notre soif de vous lire... D'ici là, dites-nous un peu, en quelques mots simples et émouvants, quelle conception critique vous comptez développer dans vos articles...

— E.L. : Hein ? quoi ? qu'est-ce que vous dites ?

Propos (scrupuleusement) recueillis par Gérard BOREL ■

... il sait de quoi il parle



les bic sont lâchés...

● Toujours illisible ?

Même après les récentes améliorations de présentation, nous affirmons que l'organe du parti n'est pas lisible par les milieux que nous voulons toucher.

TS, encore aujourd'hui et malgré des progrès (tel, par exemple, le sommaire en première page) est écrit pour des militants avertis, et non pour la masse.

Nous proposons :

— un éditorial, très simple, très court, en gros caractères ;

— des « études » ou des « dossiers » un peu plus longs et ardues que les autres articles, mais d'un langage quand même très simple, rédigés dans un souci de vulgarisation (débat entre personnalités politiques, bon aussi, mais pas du niveau de « Critique Socialiste ») ;

— davantage de dessins (Barou, Sabadel...), beaucoup de photos toujours avec légendes, et une bien plus grande place au « courrier des lecteurs » ; développer les interventions militantes à l'intérieur même de TS (...);

— pour les informations plus spécialement destinées aux militants du parti, il est impératif que « PSU informations » soit plus largement diffusé (au moins 3 ex. par fédération).

Fédération de la Haute-Saône

● Jamais tristes !

TS s'améliore depuis quelques semaines. Il devient plus agréable à lire, grâce surtout aux nombreux « encadrés », mais il faut continuer à « aérer » le journal (...)

Certains articles sont encore trop longs. Soyez plus gais ! Les lecteurs de TS ne sont jamais tristes ! Développez dans TS « les fronts secondaires » : luttes des femmes, la justice, les scandales, l'urbanisme, la télé, la publicité, etc. en un mot, tous les « bourrages de crânes » sournois.

G.V.

● Austère et constipé ?

Militant depuis 1968, j'ai souvent pensé à vous écrire et je ne l'avais jamais fait. Pourtant quelles colères j'ai piquées quelques fois à la lecture de TS. J'ajoute tout de suite que j'ai apprécié l'amélioration de notre journal depuis quelques mois, mais puisque vous demandez à tous des critiques et des suggestions, je me laisse aller à vous soumettre ceci :

— Inutile d'augmenter la pagination de TS. Les travailleurs (dont je suis) ne disposant pas toujours du temps nécessaire à une lecture en entier d'un journal trop touffu. Donner de nombreuses informations sous forme de flash, d'articles courts, concis et clairs ; éviter ou réduire les dossiers (quelquefois deux ou trois pages, n'est-ce pas beaucoup ?), bien souvent rédigés dans un langage qui n'est pas à la portée de tous et en particulier de ceux à qui ils devraient être le plus destinés.

— Rubriques à développer : courrier des lecteurs, vie du parti, critique cinéma, radio, télé, disques (un peu de distraction, que diable, la gauche n'est pas toujours drôle !).

— Pourquoi ne pas publier une bande dessinée ou quelques dessins humoristiques ; ne soyons pas si austères et constipés !

Je souhaite ne pas vous avoir trop emmerdé ; je sais qu'il est facile de donner des conseils et qu'il est beaucoup plus difficile au milieu de nombreuses difficultés d'œuvrer à la satisfaction du désir de tous.

R.D. ■

● La « une » et les autres

Vous avez raison d'ouvrir le débat à propos de TS. De cette confrontation peut naître beaucoup, non seulement pour TS, mais pour le parti dans son ensemble. J'ai lu avec intérêt que fin avril, une nouvelle formule va être lancée ; c'est indispensable pour relancer le journal et lui donner une place importante dans la presse d'opinion.

reste avant le lundi midi, c'est-à-dire tous les textes et toutes les maquettes. Et cela nous oblige à certains choix, donc à des compromis : pas toujours heureux, nous le savons. Réduire un article exige bien souvent de le réécrire, ce qui revient à allonger le facteur temps, donc à risquer un retard préjudiciable à la diffusion du journal. Tout ça, nous l'avons déjà dit, nous ramène à la question des moyens. Et, les moyens de TS et ceux du parti sont liés dans un même rapport de réciprocité. Heureusement, ça va mieux, beaucoup mieux. Grâce à vous tous. C'est cette idée-là pour laquelle il faut continuer à se battre : nous sommes tous concernés et responsables.

Voilà pour les données générales. Sur quelques points précis maintenant :

● le nombre de pages est suffisant ; on n'a pas le temps de tout lire. Alors, là, l'argument ne tient pas. Exemple : les programmes de télé commencent vers 19 heures et durent quatre heures. Ça fait dans les 12 heures sur les trois chaînes. Faut bien choisir, pas vrai ? Pareil pour un canard et pour TS. Qui a jamais cru qu'il est obligé de tout lire de A à Z ? Certains suivent les luttes de près, d'autres se sentent plus con-

cernés par l'international ou par le « culturel ». Chacun en veut bizarrement à la fois plus et moins, chacun tire la couverture à soi. Notre souci, qui reflète celui du parti, c'est de donner aux camarades un champ de connaissance et d'intervention le plus large possible. Nous nous attaquons à une globalité, celle du système d'exploitation et d'aliénation. Excusez l'évidence !

● le langage. Alors, là, c'est un autre morceau. C'est même le problème le plus important. Quelle expression donner à cette exigence esquissée plus haut ? Qu'est-ce qu'un journal de combat ? Quels peuvent être ses rapports avec ce qu'on appelle le « journalisme ». Et le journalisme, c'est quoi ? Si les linguistes, sociologues, philosophes, etc. ont théorisé là-dessus des rayons entiers de bibliothèques, il faut admettre qu'à l'inverse, les « politiques » ne sont guère apesantis sur ce genre de question fondamentale. Ces derniers tendent, dans l'ensemble, à s'en tenir au « discours », à cette espèce de monologue en public qui atteint des sommets dans la démagogie.

● le calendrier politique doit également être développé et ne pas s'en tenir à la région parisienne ;

— la chronique de dernière page faite par Michel Rocard est à maintenir, car elle est très importante. Une proposition : Rocard tous les 15 jours et les autres semaines, un membre du BN ou de la DPN, ou un militant de la base, avec photo, car il est important que les militants politiques soient mieux connus ;

— Des débats avec le PC, le PS, les radicaux, l'extrême gauche, les syndicalistes, les associations familiales, culturelles, etc.

R.R.

● Un débat sur l'énergie

A propos de l'article « de l'énergie, pour qui, pour quoi ? » de Jacques Gallus (TS 610) qui a été rédigé à la suite de la décision gouvernementale de mettre en chantier treize nouvelles centrales nucléaires.

La seule solution réelle pourrait être apportée par une solidarité socialiste européenne. Il devient alors nécessaire d'aborder le problème des finalités de la croissance,

et également de ne pas éluder certaines questions sous prétexte que le thème est trop vaste. Se contenter de parler d'une re-conversion dans le sens de l'intérêt collectif ne suffit pas (...).

Car les problèmes de pollution, de nuisances de toutes sortes, suscitent un intérêt certain parmi les masses et peuvent être mobilisateurs, comme en témoignent les marches sur les centrales nucléaires (Bugey, Fessenheim).

Le même Gallus ne dit-il pas dans un article du n° 604 de TS que la croissance capitaliste mène au désastre planétaire ?

Un débat devrait être instauré dans le parti, afin de permettre la confrontation des divers points de vue, concernant aussi bien les questions particulières à l'énergie nucléaire que celles relatives aux nombreux problèmes écologiques actuels.

Un militant de Haute-Saône

[Le débat sur la pollution est assurément capital. Mais, en économie, on rencontre fréquemment le problème qui transparaît dans cette lettre et qui consiste à classer chronologiquement les questions afin de les traiter dans le bon ordre, puisqu'il n'est pas possible de tout faire à la fois. En l'occurrence, l'enchaînement logique qui permettrait à un pouvoir socialiste d'affronter correctement la question de la pollution, me paraît le suivant : assurer l'indépendance énergétique de la France (sans laquelle toute expérience socialiste est vouée à l'échec) ; grâce à cette indépendance, opérer une redéfinition des objectifs de la croissance, lesquels permettront à leur tour de limiter la menace de la pollution.

Je n'ignore pas qu'il y a un paradoxe à être favorable à la construction immédiate des centrales nucléaires et à militer en même temps contre la pollution, en particulier la pire d'entre elles qui est l'augmentation de la radio-activité. Je comprends qu'on ne partage pas ce point de vue. Mais j'attends que l'on propose une autre politique socialiste de l'énergie qui ne soit pas une impasse à court terme. Le débat est plus que jamais ouvert !]

Jacques Gallus ■

De mémoire de TS, on ne se souvient ici d'un tel courrier sur notre journal. Jamais non plus, il faut le dire en passant, une campagne d'abonnements n'avait été, pour l'hébdô du PSU, aussi positive — même si nous pensons qu'elle reste insuffisante ! Donc, nous recevons de nombreuses lettres de camarades pour nous dire, comme ci-dessus, « bravo, c'est mieux » puis — et c'est ce que nous attendons aussi — envoyer quelques critiques ou suggestions.

Comme souvent (voir TS 611) les exigences exprimées sont contradictoires : pas la peine d'augmenter le nombre de pages, mais aérez, mettez des photos, des dessins, développez d'autres rubriques, des « fronts secondaires », etc. Là, vous en conviendrez, c'est un problème de vases communicants : plus d'air ici, c'est moins d'information là. Et inversement, le tout, on est bien d'accord, c'est de trouver un équilibre ; c'est-à-dire le temps et les moyens d'organiser cet équilibre, d'harmoniser.

Le temps, par exemple, c'est pour nous le fait qu'entre le mercredi matin — alors que le dernier TS vient d'être bouclé — et le jeudi soir, nous devons remettre à l'imprimeur un bon tiers du journal suivant. Puis le

2875 NOUVEAUX ABONNES

Qu'est-ce qu'on disait : bah ! oui ça s'essouffle avant les 3000... Paraît qu'il y a eu des vacances. Admettons. Alors, on prolonge encore un coup à 60 F + le manifeste. Mais attention ! le 19 avril, à nouveau journal, nouveau tarif...

un nom :

une adresse :

et un chèque de 60 F
(+ un bouquin, c'est encore donné !)

T.S. 9, rue Borromée - 75015 Paris
C.C.P. Paris 5.826.65

T.S. ■